



CRISE DES RÉFUGIÉS
**ACCUEILLIR
À BRAS OUVERTS...
MAIS ENCORE?**

PAGE 9

GRANDS ENJEUX
**JE VOTE,
DONC
NOUS SOMMES**

PAGES 10-11



MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
SEPTEMBRE-OCTOBRE 2015 VOLUME 31 NUMÉRO 6
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun



CAHIER SPÉCIAL

Grandeurs et misères de l'école publique

PAGES 4 À 8



**ÉLECTIONS FÉDÉRALES
LES ENJEUX SOCIAUX ET
ENVIRONNEMENTAUX
DE LA MAURICIE**

PAGES 12 À 14

**ÉCONOMIE
Sommes-nous
en récession?**

PAGE 3



DÉBAT DE LA GAZETTE
DE LA MAURICIE ENTRE LES
CANDIDATS DE TROIS-RIVIÈRES

**LE JEUDI 8 OCTOBRE
19 H À L'UQTR** Amphitéâtre 1200
pav. Albert Tessier
details sur www.gazettemauricie.com

Les chiens renifleurs



De passage à Trois-Rivières récemment, le premier ministre est venu saluer ses militants, des invités triés sur le volet, assemblés dans un lieu tenu secret jusqu'à la dernière minute. Un lieu dont les portes ne se sont ouvertes aux journalistes qu'après que des chiens renifleurs eurent frotté leur museau sur eux, à la recherche peut-être de mines antipersonnelles ou d'armes semi-automatiques. En plus des chiens, il y avait là une horde d'agents de sécurité dont certains, dit-on, font partie d'une garde rapprochée formée par d'anciens militaires. Le discours de Stephen Harper a porté essentiellement sur la sécurité et la stabilité économique. Aucune allusion aux enjeux locaux, en particulier au drame de la pyrrhotite avec lequel sont aux prises des milliers de propriétaires de maisons à Trois-Rivières. Son boniment terminé, il a tourné les talons et n'a fait l'aumône d'aucune question aux médias trifluviens. Les questions - une par jour - sont réservées aux quatre journalistes nationaux qui l'accompagnent et qui ont payé chacun 78 000 \$ pour avoir droit à leur strapontin dans la caravane.

RÉAL BOISVERT

Bonjour la démocratie ! On est en campagne électorale ou quoi ? On a le droit de savoir. C'est le temps de demander des comptes à ceux qui gouvernent ce pays depuis dix ans. Qu'en est-il des reculs en matière de protection de l'environnement ? Pourquoi tous ces avantages accordés aux compagnies pétrolières ? Qu'arrive-il    notre corps diplomatique ? Fallait-il    tout prix abolir le recensement ? Depuis quand les scientifiques

   l'emploi du gouvernement n'ont-ils plus le droit de parler de leurs travaux ? Quel est le but d'un système pénal si répressif ? Pourquoi judiciaireiser à ce point les contrevenants mineurs ? Pourquoi s'acharner    empiéter sur les domaines de compétence provinciale, notamment en créant une agence nationale de régulation des marchés ? Combien de lois ou de réglementations ont-ils été jugés comme étant anticonstitutionnels par les tribu-

naux supérieurs depuis que les Conservateurs sont au pouvoir ?    qui ont été transférées les coupes faites auprès des instances culturelles et des organismes communautaires ? Ne parlons pas du Sénat. Oublions l'ineffable Duffy. Abordons la fiscalité. En quoi le fractionnement du revenu aidera-t-il les classes moyennes ? N'est-ce pas le plus beau cadeau qui n'  t été accordé jusqu'ici aux plus riches de ce pays ? Et puis les demandes d'asile, la guerre contre EI... Pathétique !

Un coup parti, pourquoi une campagne électorale si longue si on ne peut pas interpeller le premier ministre ? De quoi a-t-on peur pour se cacher derrière un escadron d'hommes munis d'oreillettes ? Quel message envoie-t-on aux journalistes quand ce sont des chiens renifleurs qui les accueillent entre deux arrêts d'autobus ?

   moins que le média ce soit encore une fois le message, comme le disait le légendaire McLuhan. La mise en scène a valeur de symbole. Les chiens, les gardes du corps, les agents de sécurité, la

discipline des militants, voire leur hostilité envers les journalistes, tout ça donne l'impression de vivre en situation de crise appréhendée. Ce qui justifie qu'on doive vous sentir de près au cas où vous seriez un terroriste, un prédateur ou un criminel sorti hâtivement de prison. Oui, vous sentir de près pour s'assurer que vous êtes du bon bord ou afin de vous ignorer royalement si vous ne

Depuis quand les scientifiques à l'emploi du gouvernement n'ont-ils plus le droit de parler de leurs travaux ?

l'êtes pas. Et pour finir, l'évitement des questions permet de faire courir les rumeurs, de laisser filer les demi-vérités. Pas de meilleure façon d'instaurer un sentiment de méfiance collective, gardienne par excellence du statu quo et de l'ordre établi. Si c'est voulu comme ça, il se peut que la stratégie réussisse.    moins qu'un tsunami d'indignation nous délivre de cette mascarade le 19 octobre prochain...

SOMMAIRE

ÉCONOMIE
PAGE 3

DOSSIER
ÉCOLE PUBLIQUE
PAGES 4    8

HISTOIRE
PAGE 8

CHRONIQUE
VOIR LE MONDE AUTREMENT
PAGE 9

GRANDS ENJEUX :
ÉLECTIONS
PAGES 10-11

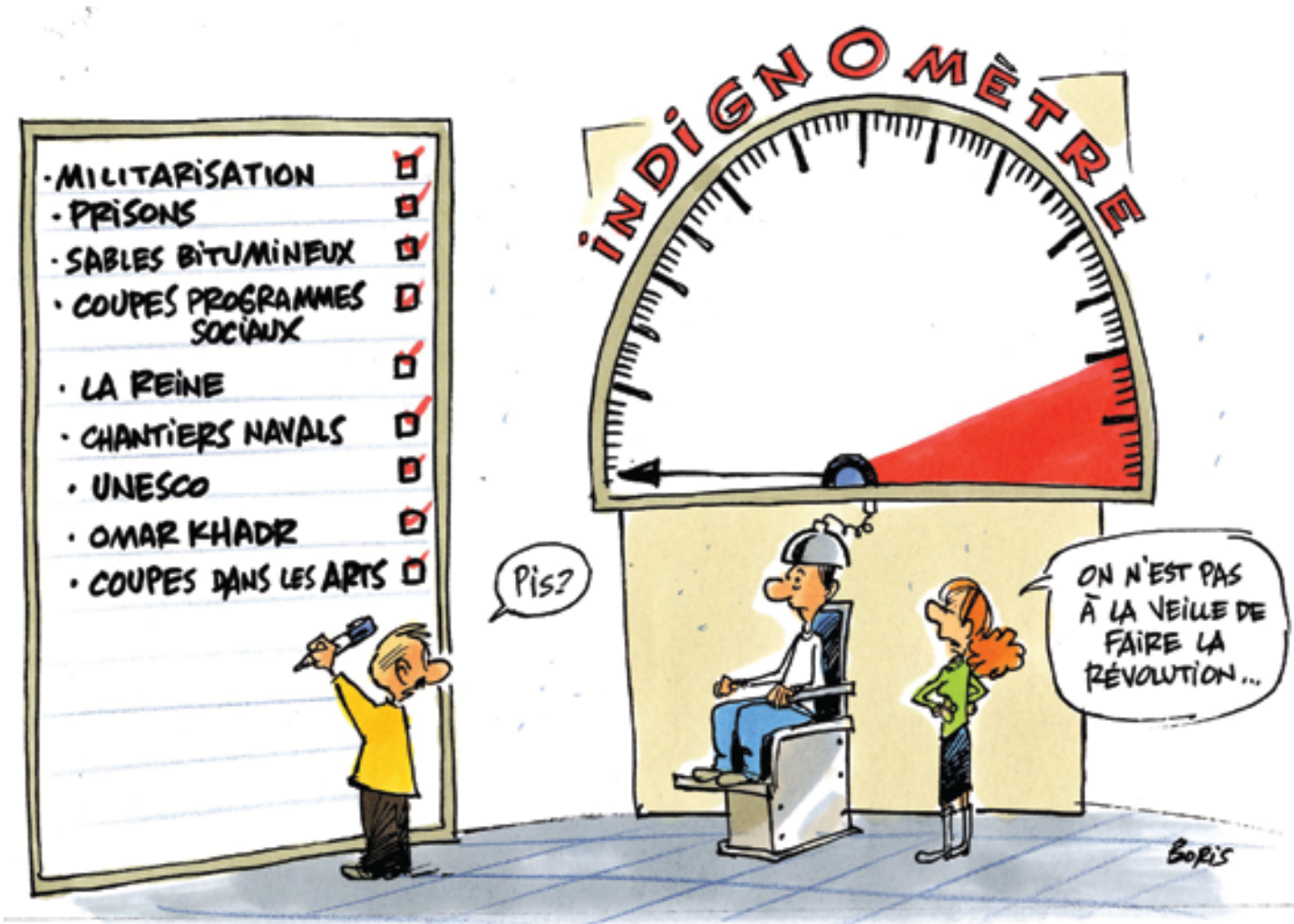
DOSSIER
ÉLECTIONS FÉDÉRALES
PAGES 12    14

CHRONIQUE
PIERRE LAVERGNE
PAGE 15

RENTRE   DU
COMMUNAUTAIRE
PAGES 16-17

LUDIQUE
PAGE 18

PAGE JEUNESSE
PAGE 19



SOLUTION MOTS-CROISÉS
HORIZONTALEMENT : 1 FÉDÉRAL, 3 CAMPAGNE, 5 BULLETIN, 6 DÉPUTÉ, 10 SCRUTIN, 12 VERT, 16 URNE, 18 DÉMOCRATIE, 20 OCTOBRE, 21 NÉO-DEMOCRATE, 22 LIBÉRAL, 23 MANDAT.
VERTICALEMENT : 2 ÉLECTEUR, 3 CHRÉTIEN, 4 PARTISAN, 7 GOUVERNEMENT, 8 PARLEMENT, 9 CIRCONSCRIPTION, 11 CANDIDAT, 13 BOUSSOLE, 14 VOTE, 15 BLOC, 17 MACDONALD, 19 ISOLOIR, 20 OTTAWA.

lagazette
de la Mauricie

942, rue Ste-G  n  vi  e, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com



www.gazettemauricie.com



facebook.com/lagazettedelamauricie



@GazetteMauricie

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Présidente : Valérie Delage
Coordonnatrice : Mariannick Mercure
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret





Sommes-nous en récession?

Les dernières statistiques montrent clairement que les économies canadienne et québécoise s'écartent des trajectoires prévues par nos gouvernements. Les récents chiffres pour le Québec ont eu « l'effet d'une douche froide », comme le mentionnait une étude de Desjardins en juillet dernier. Alors que le PIB (production globale) du Québec enregistre des baisses depuis mars dernier, le Canada est d'ores et déjà en récession, car son PIB a baissé au cours des deux premiers trimestres de l'année.

ALAIN DUMAS ÉCONOMISTE

gazette.economie@gmail.com

QUE NOUS RÉSERVE L'AVENIR?

La croissance canadienne des dernières années a essentiellement reposé sur les secteurs pétrolier et immobilier. D'une part, si les faibles taux d'intérêt ont attisé un boom immobilier, ceci fait dire à The Economist et à la Deutsche Bank que les prix immobiliers canadiens sont surévalués de 35 % à 60 %, d'où un risque de crise de l'immobilier. D'autre part, si le prix élevé du pétrole a entraîné un boom pétrolier dans l'Ouest canadien, ceci a propulsé le dollar canadien à des sommets qui ont entraîné la chute de nos exportations et la disparition de pans entiers du secteur manufacturier.

Aujourd'hui, le Canada est aux prises avec une crise de son industrie pétrolière qui devrait perdurer quelques années encore. À cela s'ajoutent les centaines de milliers d'emplois manufacturiers disparus et l'endettement record des familles canadiennes (165 % de leur revenu disponible) qui devrait affecter le secteur immobilier.

UNE CRISE PLUS PROFONDE

Le Canada n'est pas le premier pays à re-

tomber en récession. Récemment, l'économie du Japon se contractait à nouveau. La Chine traverse une crise sans précédent. Le Brésil (9^e économie au monde) s'enfonce dans la récession depuis un an. Enfin, le FMI vient d'abaisser encore une fois ses prévisions de croissance pour les États-Unis et l'économie mondiale.

Depuis la crise ouverte en 2008, la reprise réelle se fait toujours attendre. L'Organisation internationale du travail évalue à 61 millions les pertes d'emplois depuis 2008 et prévoit que le chômage continuera de monter pour atteindre le niveau record 219 millions de personnes en 2019.

La crise que nous traversons est plus profonde qu'on le laisse entendre. Elle a comme origine la hausse des inégalités et la baisse des salaires réels, qui ont contribué au surendettement des familles.

Depuis 2008, les banques centrales et les gouvernements ont injecté des milliers de milliards de dollars dans le système. Mais puisque cette masse mo-

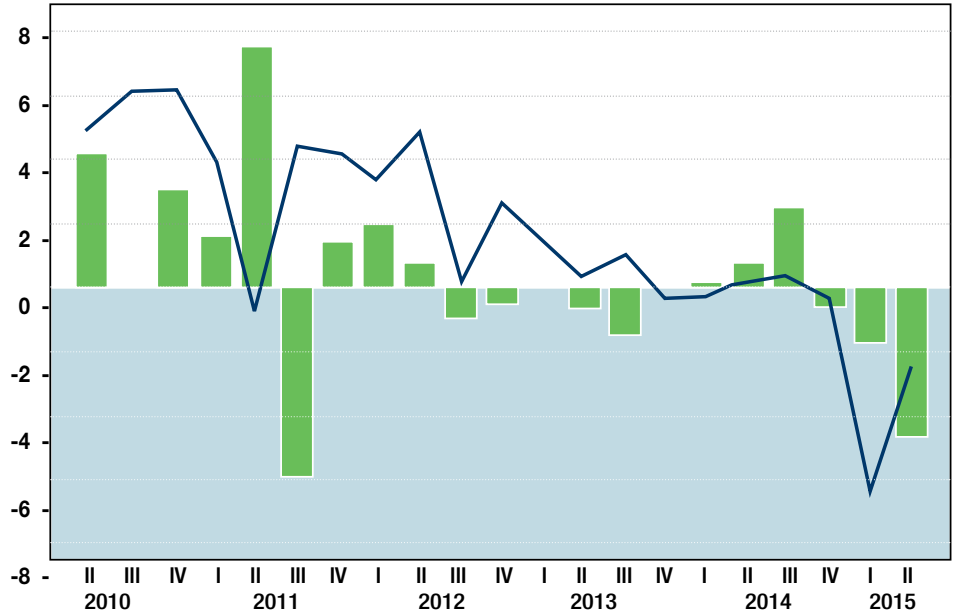
nétaire a tôt fait d'aboutir pour l'essentiel dans les marchés boursiers, et très peu dans l'économie réelle, la reprise demeure fragile et chaotique. Seule la bourse a connu une véritable envolée en doublant sa valeur depuis 2008.

En plus de ces injections monétaires, les gouvernements du Québec et du Canada, appliquent la même vieille recet-

car les investissements des entreprises sont sur une pente négative depuis des mois, comme le confirmait récemment Statistique Canada.

Et pendant ce temps-là, ces mêmes gouvernements imposent une cure d'austérité budgétaire qui appauvrit encore plus les classes moyennes et populaires.

L'investissement des entreprises est sur une pente négative en dépit des baisses d'impôt et des injections monétaires de la banque centrale.



■ Investissement réel des entreprises en machines et matériel
■ Investissement réel des entreprises en ouvrages non résidentiels

Source: Statistique Canada, tableau CANSIM 380-0064

te qui consiste à baisser les impôts des entreprises et des plus hauts revenus avec la promesse d'une relance de l'investissement privé. Cela ne marche pas,

Au final, il ne reste qu'une seule solution : mettre fin à cette vague d'austérité budgétaire toxique.

LE 19 OCTOBRE À TROIS-RIVIÈRES

POUR NOS FAMILLES

Le soutien aux familles c'est non imposable, point à la ligne

POUR NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

Le Bloc québécois mènera la lutte pour les transferts équitables en santé pour le Québec C'est notre argent, ce sont nos priorités.

POUR NOTRE ENVIRONNEMENT

L'avenir du Québec passe par l'énergie propre, alors que les partis fédéraux veulent importer un modèle économique basé sur les sables bitumineux

Je choisis

ANDRÉ VALOIS



1060 rue Saint François Xavier, Trois-Rivières - 819-840-2935



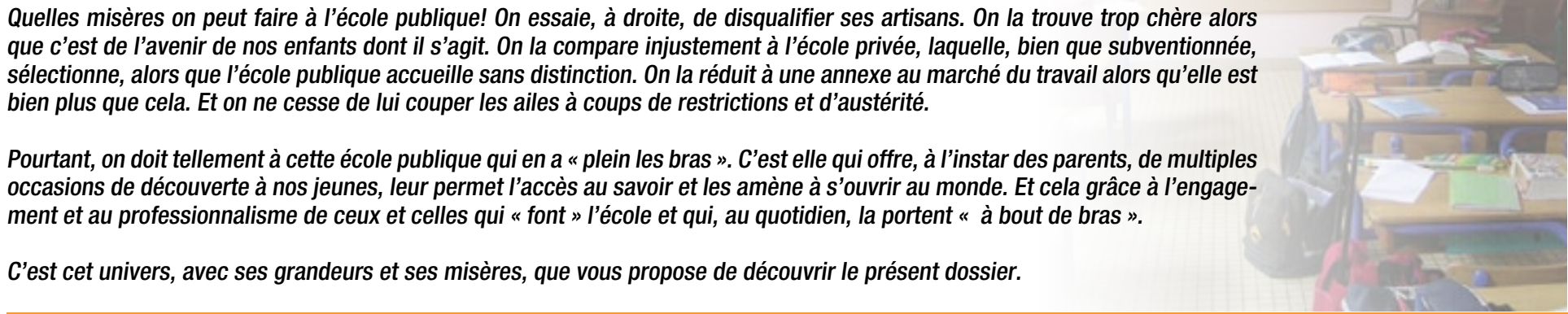
« André Valois candidat du Bloc québécois dans Trois-Rivières »

Payé et retenu par Mitchell Marin,
agent officiel d'André Valois



DOSSIER SPÉCIAL

GRANDEURS ET MISÈRES DE L'ÉCOLE PUBLIQUE



Quelles misères on peut faire à l'école publique! On essaie, à droite, de disqualifier ses artisans. On la trouve trop chère alors que c'est de l'avenir de nos enfants dont il s'agit. On la compare injustement à l'école privée, laquelle, bien que subventionnée, sélectionne, alors que l'école publique accueille sans distinction. On la réduit à une annexe au marché du travail alors qu'elle est bien plus que cela. Et on ne cesse de lui couper les ailes à coups de restrictions et d'austérité.

Pourtant, on doit tellement à cette école publique qui en a « plein les bras ». C'est elle qui offre, à l'instar des parents, de multiples occasions de découverte à nos jeunes, leur permet l'accès au savoir et les amène à s'ouvrir au monde. Et cela grâce à l'engagement et au professionnalisme de ceux et celles qui « font » l'école et qui, au quotidien, la portent « à bout de bras ».

C'est cet univers, avec ses grandeurs et ses misères, que vous propose de découvrir le présent dossier.

École publique - école privée

Coupe dans les budgets de l'éducation, augmentation du nombre d'élèves par classe, coupe dans l'aide professionnelle apportée aux élèves en difficulté : obsédés par l'atteinte de l'équilibre budgétaire et convaincus que la seule voie qui y mène est le désinvestissement de l'État dans le secteur public, nos dirigeants actuels voient l'école comme une entreprise, qui doit être gérée comme telle et devrait donc être en mesure de faire mieux avec moins.

DENIS HÉBERT

Comme de coutume, les problèmes de financement auxquels est confrontée l'école publique ramènent sur le tapis la polémique autour du financement de l'école privée à même les fonds publics. La droite affirme que

faudrait continuer à subventionner le privé afin que ce dernier tire le public vers le haut en rivalisant pour sa clientèle et en lui offrant des modèles à suivre.

Par ailleurs, la fin du financement public de l'école privée aurait pour effet d'accentuer le caractère élitiste des écoles privées qui réussiraient à survivre en augmentant les droits de scolarité.

L'État doit œuvrer en faveur de la liberté des parents et assurer que la possibilité du « libre choix » est réelle. Elle considère en outre que le maintien d'un système privé accessible est nécessaire à la concurrence. Il

La gauche pour sa part soutient généralement que le système d'éducation doit favoriser l'égalité des chances et, par conséquent, être public et à « une seule vitesse ». Au Québec, la prémisse est qu'un sys-

tème d'éducation commun est un bien collectif de grande valeur. L'école publique doit évidemment servir à éduquer les enfants et à favoriser leur épanouissement individuel, mais elle doit aussi permettre de réaliser des objectifs collectifs, comme promouvoir l'égalité des chances et le brassage culturel entre des enfants qui viennent de milieux familiaux très différents. Une école publique mixte, tant d'un point de vue socioéconomique que culturel, favorise la mobilité sociale ascendante et les rapprochements entre des jeunes d'origines ethniques diverses. C'est l'idée, populaire en France, de l'école comme « creuset » de la démocratie ou de la citoyenneté.

Jocelyn Maclure, professeur de philosophie à l'Université Laval, fait remarquer que l'égalité des chances n'est pas le seul principe en cause. Selon lui, des principes comme la liberté individuelle, la liberté d'association et le droit qu'ont les parents de prendre des décisions structurantes pour l'avenir de leurs

enfants font en sorte que l'État peut difficilement aller jusqu'à interdire la création d'écoles privées. La loi stipule en effet que « les personnes et les grou-

En Ontario, où les écoles privées ne sont pas subventionnées, certaines exigent des droits de 15 000 à 25 000 \$ par année !

pes ont le droit de créer des établissements d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins ».

Par ailleurs, la fin du financement public de l'école privée aurait pour effet d'accentuer le caractère élitiste des écoles privées qui réussiraient à survivre en augmentant les droits de scolarité. En Ontario, où les écoles privées ne sont pas subventionnées, certaines exigent des droits de 15 000 à 25 000 \$ par année !

Sachant que la politique est l'art du possible, il semble que Jean-Pierre Proulx, professeur

retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, propose une piste intéressante pour sortir de ce dilemme. Pour lui, la so-

lution n'est pas de réduire le financement des écoles privées mais plutôt, conformément au principe mêmes subventions-mêmes obligations, d'augmenter les exigences qui leur sont faites en matière d'accessibilité, de rétention des élèves en difficulté, de francisation des immigrants et de collaboration avec les autorités scolaires publiques du territoire où se trouve l'école. Il estime qu'il faut se donner pour but d'inclure et d'intégrer le plus possible les écoles au sein du même système scolaire, que celles-ci soient de propriété privée ou publique. Il faudrait que les écoles privées deviennent de plus en plus publiques, en quelque sorte. Qu'en pensez-vous?

Les membres de l'AREQ appuient de tout cœur les femmes et les hommes qui tiennent à bout de bras le réseau public d'éducation, ainsi que les parents qui veulent offrir une éducation de qualité à leurs enfants!



areq.qc.net

AREQ

Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec CSQ



Mon école, mon avenir

Dans ce débat sérieux et toujours à refaire sur ce à quoi devrait ressembler notre système d’éducation, nous avons choisi d’interroger les principaux intéressés, trois jeunes du primaire, sur leur perception de l’école et de leur avenir. Une note légère qui nous rappelle toutefois qu’il serait peut-être bon de prendre davantage en considération l’avis des jeunes usagers du système scolaire...

VALÉRIE DELAGE

			
	ISAAK TAVARA 7 ans, 3 ^e année	TANIA NADEAU-BISSONNETTE 9 ans, 4 ^e année	CHARLES-ÉVANS HOULE 11 ans, 6 ^e année
Qu’est-ce que ça t’apporte d’aller à l’école?	Ça m’a appris à lire, j’aime trop ça, je ne pourrais pas vivre sans livre. J’aime les histoires drôles. En 3 ^e me année, je vais pouvoir lire plus longtemps tous les soirs, ça m’aide à m’endormir.	Ça apprend des choses que tu ne connais pas. Ça permet d’écrire des cartes, par exemple pour la fête des mères ou d’être capable de lire les messages que les autres nous laissent.	Ça me fait apprendre de nouvelles choses, comme ça un jour, si j’ai du travail, je saurais quoi faire. Ça m’aide aussi à sortir de mon cocon et arrêter d’être un loup solitaire.
Qu’est-ce que tu aimerais changer de l’école si tu pouvais changer ce que tu veux?	Les récréations seraient plus longues, elles dureraient 1h30! J’aimerais avoir un bowling dans l’école et des glissades d’eau.	Je ferais une école où il y aurait juste mes amies, on jouerait beaucoup et on aurait même le droit de dormir là-bas.	J’aimerais avoir un cinéma. Sinon, rien, mon école je l’adore vraiment. Par contre, les activités spéciales pourraient coûter moins cher.
Ton école de rêve, ça se passerait comment?	Elle s’appellerait l’école des oiseaux et volerait dans les airs. Il y aurait une classe de jeux vidéos et 17 ans pour apprendre des choses difficiles. Les profs seraient minuscules et gentils, ils ne donneraient jamais de conséquences.	Je voudrais un gymnase vraiment gigantesque mais sans prof d’édu! Il y aurait des profs qui ne parlent pas fort et qui ne donnent pas de punitions.	Y aurait des classes de mathématiques, seulement l’anglais comme langue car c’est la plus parlée au monde et j’enlèverais les sciences! On pourrait aussi avoir des cours particuliers dans les matières qu’on veut apprendre. Y aurait des murs d’escalade.
Comment vois-tu ton avenir?	Au secondaire, ça va être plus compliqué, les profs vont être plus sévères. Je voudrais étudier pour être médecin, connaître tous les remèdes pour soigner les gens malades, comme mon papi qui est décédé.	À 18 ans, ça se peut que j’arrête l’école car ça devient de plus en plus difficile, les racines carrées et ces choses-là. Mais j’ai le goût d’apprendre à faire des expériences chimiques. Le métier que je voudrais faire : livrer des pizzas ou journaliste.	J’irais à l’université pour être homme d’affaires avec un téléphone, veston, cravate. J’envisage d’avoir mon appartement à moi rendu au Cégep. Sinon, je voudrais être caissier de banque ou écrivain.

PUBLICITÉ

L’ÉCOLE PUBLIQUE :

Richesse collective menacée par l’austérité

En cette sixième édition de la Semaine pour l’école publique, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) tient à souligner le rôle déterminant de l’école publique, grâce à laquelle plus d’un million d’élèves québécois ont accès à une éducation de qualité. Cependant, celle-ci est plus que jamais menacée par l’idéologie prônée par le gouvernement de Philippe Couillard.



« Les gestes que nous posons aujourd’hui ont des répercussions importantes pour la suite des choses. Dans cette ère d’austérité imposée par le gouvernement Couillard, l’école publique est fragilisée par l’annonce de multiples compressions, alors qu’elle souffre depuis plusieurs années d’un sous-financement qui affecte directement les services aux élèves de même que les infrastructures dans lesquelles est prodiguée l’éducation », a exprimé d’emblée Veronique De Sève, vice-présidente de la CSN et responsable du dossier de l’éducation. Les compressions annoncées affecteront de plein fouet les conditions d’apprentissage des élèves ainsi que les conditions de travail du personnel. « On a vu comment les coupes imposées récemment affectent l’aide aux devoirs,

l’aide alimentaire, l’achat de livres, le soutien aux élèves en difficultés, etc. C’est un affront de prétendre que les services à la population ne sont pas touchés » dénonce Mme De Sève.

Qui plus est, le ministre de l’éducation laisse planer une incertitude malsaine sur l’avenir du système d’éducation. « Le ministre n’est en rien rassurant lorsqu’il affirme que “tout est sur la table”. Il semble maintenant vouloir remettre en cause l’existence même des commissions scolaires », de souligner madame De Sève

Le système éducatif forme un continuum : dès la petite enfance, les services de garde éducatifs en CPE et en milieu familial permettent de poser les premiers jalons vers la réussite scolaire. Par la suite, les écoles publiques doivent avoir les moyens nécessaires pour répondre aux élèves ayant des besoins spécifiques et permettre la réussite du plus grand nombre, afin de favoriser l’égalité des chances. Il importe également de mettre fin à la sélection des élèves en fonction de leurs résultats scolaires en ce qui concerne les projets éducatifs, et ce, tant dans les écoles privées que dans les écoles publiques.



Paul Lavergne, président

Espace retenu par le Conseil Central du coeur du Québec-CSN



*E = mc2 ! relativisait Einstein, inquiet du sort du monde! «Je est un autre», pavanait Rimbaud altruiste. «Connais-toi toi-même»! disait Socrate ! Quoi de plus beau qu’une formule?! Une beauté terrible réside dans toutes ces formules. Savoir lire les formules, choisir les bonnes, les appliquer pour construire un monde meilleur! Créer ses propres formules et les donner au monde! Voilà un beau programme où la formule hideuse «argent + austérité» ne figure jamais comme un objectif, un dictat maître tout puissant du monde!
Comme enseignant, j’ai toujours cet arrière-plan en tête : la beauté des formules qui nous permettent de comprendre le monde, de connaître l’autre et soi-même. S’épanouir comme des frères et sœurs dans une humanité joyeuse qui, elle aussi, s’embellit, s’améliore! L’enrichissement des uns aboutissant à l’appauvrissement des autres et de la planète entière... Améliorons-nous! Voilà mon seul leitmotiv...*

Paul Dallaire
Enseignant et responsable du programme Arts, lettres et communication au Collège Shawinigan et poète.



*L’enseignement... c’est avant tout une série de victoires quotidiennes! C’est avoir la passion pour les étincelles qu’on réussit à allumer dans les yeux de nos étudiants, ou encore quand on les voit s’éveiller à l’importance du rôle qu’ils jouent dans notre société, ou lorsqu’on les observe travailler avec acharnement et qu’ils gardent le sourire. Notre dévouement est également quotidien, puisque nous leur transmettons nos connaissances et le meilleur de nous-mêmes afin de les guider. Nous nourrissons leur sens critique, leur curiosité, mais aussi les passions qu’eux-mêmes développeront toute leur vie. Et j’affectonne aussi tout particulièrement l’enseignement puisque je dois constamment être créative, sans compter qu’en s’investissant de part et d’autre, j’apprends sûrement autant que mes étudiants.
Les offres gouvernementales démontrent assez bien le peu d’importance que nos dirigeants accordent aux enseignants de tous les niveaux... Heureusement, nos diplômés sont extrêmement reconnaissants d’avoir acquis le goût d’apprendre en notre compagnie!*

Violaine Damphousse
Enseignante en sciences humaines (histoire, géographie et politique) au Collège Shawinigan



J’aime mon emploi. Et ce que je vois tous les jours, c’est une bande d’allumés très exigeants envers la qualité de mon enseignement. Je forme des technologues qualifiés qui oeuvrent par la suite dans le milieu de l’architecture. On mesure parfois mal l’impact de la formation collégiale peu coûteuse et accessible. J’offre une formation large, complète dans mon domaine, qui permettra aux jeunes d’être chargés de projet, entrepreneurs, inspecteurs, estimateurs, contremaitres, représentants, consultants, autant d’emplois différents pour des étudiants aux profils tout aussi différents pour qui l’aspect généraliste de leur formation leur offre une liberté chère à leurs yeux. Pour offrir cette qualité de formation, il faut les meilleurs professeurs. Mais comment voulez-vous attirer des gens dans un domaine où le salaire de départ n’est pas concurrentiel ? Les plus anciens aimeraient bien récupérer leur pouvoir d’achat et pour les jeunes arrivants, le privé offre des conditions beaucoup plus alléchantes. J’aime mon emploi. C’est pourquoi je tiens à le protéger des vandales.

Étienne Cossette
Professeur en technologie de l’architecture au Cégep de Trois-Rivières



Les cégeps sont un élément distinctif de notre nation. Ils représentent le dernier tronçon de la formation générale gratuite offerte à tous, permettant aux futurs techniciens et universitaires d’exercer toutes les dispositions de leur intelligence afin qu’ils s’épanouissent pleinement et qu’ils soient davantage préparés à leurs responsabilités sociales, professionnelles et morales. Je déplore cependant la détérioration des conditions dans lesquelles notre travail de professeurs au collégial doit s’exercer. Développer une intelligence aux multiples facettes n’est pas une tâche facile, encore moins quand on doit enseigner à parfois plus de 160 jeunes, dont certains présentent des troubles d’apprentissage ou de santé mentale nécessitant davantage d’attention. Il importe de souligner qu’en milieu collégial, bon nombre de professeurs possèdent des diplômes de maîtrise et de doctorat et un nombre croissant d’entre eux prennent part à des projets de recherche, contribuant ainsi à assurer le dynamisme intellectuel de cette institution d’enseignement supérieur, sans pour autant recevoir une reconnaissance digne de mention. On ne saurait le répéter suffisamment : la valorisation de la profession enseignante est au cœur du rehaussement de la qualité de notre système d’éducation.

Léonie Cinq-Mars
Professeure en philosophie au Cégep de Trois-Rivières



**Syndicat des professeures et professeurs
du Cégep de Trois-Rivières**



SEECS

**Syndicat des enseignantes et des enseignants
du Collège Shawinigan**

Une journée dans la vie de Marie-Pierre

7 h : *La journée n’est pas commencée que Marie-Pierre est déjà à l’ouvrage. La machine tourne à plein régime, alimentée par l’insomnie et les réveils hâtifs. Ne pas oublier de passer chez Wall Mart pour acheter des cahiers Canada. Tant qu’à les payer de ma poche, aussi bien profiter du fait qu’ils sont en solde à 5 ¢ l’unité. Écrire un mot à la mère de Caro pour lui dire que sa fille ne fait pas ses devoirs. Non ! À quoi je pense ? La mère de Caro ne sait pas lire... Je l’appellerai sur l’heure du midi...*

RÉAL BOISVERT

Marie-Pierre enseigne dans une école dite défavorisée. Précision : ce ne sont pas les élèves qui sont démunis. C’est le quartier qui est à la traîne. Ce sont les parents qui en arrachent. Qu’à cela ne tienne ! Marie-Pierre n’a pas pour mission de combattre l’injustice sociale. Non, dès la première heure du matin, ce qu’on lui demande, c’est de s’occuper de 25 petites têtes bien faites, un nombre égal de vies en plein essor, tout autant de cerveaux avec des milliards de neurones en expansion, des cœurs vifs, de vrais petits détecteurs de mensonges sur pattes à qui il faut tout

la moyenne elle-même, ensuite quelques autres ayant soit un embarras en grammaire, un désintérêt pour les sciences, des difficultés en maths... ou bien les trois ensemble.

10 h : L’heure de la récré n’a pas encore sonné. Les imprévus ont pris le dessus. Quand même ! Le rattrapage ne sera pas trop difficile. Marie-Pierre et ses collègues ont l’habitude de prendre l’heure du midi pour planifier l’imprévisible, partager les contenus pour les tâches matérielles, créer de toutes pièces des cahiers d’activités scolaires car ceux qui sont en vente

préparer la matinée du parascolaire de demain. Concert de l’OSTR. Quoi ? Tut ! tut ! Les sceptiques seront confondus... Promis ! Il manque cinq élèves. Les parents de Frédéric et ceux d’Émilie ont demandé une dispense. Ça ne leur tente pas. Pas de nouvelles des trois autres. Quand on va revenir sur cette activité en classe, qu’est-ce que je vais faire avec eux ?

15 h : Marie-Pierre est à bout de souffle. Les corrections ne sont pas faites. Les heures de surveillance ne sont pas réparties. Personne n’est disponible pour l’aide aux devoirs. Oups ! J’ai oublié de téléphoner à la mère de Caro. Tant pis, je le ferai après souper. Courage Marie-Pierre ! La relâche arrive dans deux semaines. Les vacances dans 140 jours ouvrables... La relâche ?



«Marie-Pierre est à bout de souffle. Les corrections ne sont pas faites. Les heures de surveillance ne sont pas réparties. Personne n’est disponible pour l’aide aux devoirs...»

donner, pour qui de toute façon on ne ménage rien car la passion d’enseigner pour Marie-Pierre vient bien avant les difficultés de la classe. Le champ de bataille - pardon ! -, la classe compte cette année cinq élèves qui ont des troubles de comportement ou des besoins particuliers, un élève qui est en attente de classement, trois ou quatre élèves plus doués que la moyenne,

sont hors de prix, se mettre à jour en matière de formation... et... voir comment suppléer au manque chronique et cruel de soutien en orthopédagogie, en éducation spécialisée, en psychoéducation, en bibliothéconomie, en psychologie et le reste. **13 h :** Déjà 13 h ! On dirait que l’heure du dîner ne compte jamais 60 minutes à l’école. Retour en classe. Petit rappel pour



PUBLICITÉ

Nous sommes des enseignantes et des enseignants de **l'école publique**. Cette dernière, que nous défendons ardemment, accueille **À BRAS OUVERTS** les élèves qui s’y inscrivent.🍏 Nous nous faisons un devoir de promouvoir, **À TOUR DE BRAS**, **l'égalité des chances** et **la réussite pour toutes et tous**.🍏

Lorsque nous avons pris connaissance du dépôt patronal fait par le gouvernement Couillard en décembre 2014, **LES BRAS NOUS EN SONT TOMBÉS**.🍏 Notre employeur, ce gouvernement, n’a proposé **aucune solution** pour améliorer l’apprentissage de nos élèves, se contentant plutôt de poursuivre **À BRAS RACCOURCIS** les **compressions budgétaires en éducation** (plus de un milliard de dollars pour les 5 à 7 dernières années).🍏 Une partie de **BRAS DE FER** s’est enclenchée avec la dernière négociation du secteur public sous le thème d’une **austérité toute libérale**.🍏 Nous **NE BAISSERONS PAS LES BRAS** pour **la réussite de nos élèves**.🍏 Nous nous mobiliserons **BRAS DESSUS BRAS DESSOUS** pour **nos conditions de travail** et **les conditions d’apprentissage de nos élèves**.🍏 Pour l’avenir de notre système éducatif public et pour notre société en général, nous **NE RESTERONS PAS LES BRAS CROISÉS**. Avec nos collègues du soutien et des professionnels, nous tenons solidairement **L'ÉCOLE À BOUT DE BRAS!** **N’hésitez pas à nous appuyer** : donnez-nous un coup de ~~MAIN~~ **BRAS** !

En 2015-2016

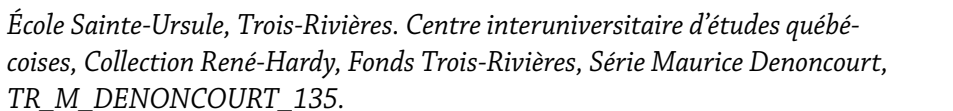
ENSEMBLE ET TOUJOURS DEBOUT!




Académie De La Salle, Trois-Rivières

Construite en 1827 à l'angle des rues Saint-Pierre et Saint-François-Xavier, l'école Sainte-Ursule est la première école publique pour garçons à Trois-Rivières. Elle ouvre ses portes en janvier 1831. En 1844, à la demande du curé Thomas Cooke, les Frères des Écoles chrétiennes prennent la direction de l'école qui change définitivement de nom en septembre 1917 pour devenir l'Académie De La Salle.

L'ancienne Académie De La Salle, devenue l'école secondaire Lavérendrye, sera rasée par les flammes le 3 mai 1973. Le site est aujourd'hui occupé par l'édifice Capitanal, dont la construction débuta en août 1978 et qui fut inauguré en novembre 1980.



Il y a de ça près de soixante ans, l'un des peuples les plus pauvres du continent, les Nègres blancs d'Amérique, prit les grands moyens pour enfin créer de la richesse. Ses citoyens décidèrent de mettre en commun le peu qu'ils avaient pour assurer à leurs enfants un meilleur avenir. On multiplia alors les écoles, on créa les Cégeps, le réseau des Universités du Québec apparut...

L'éducation était à l'époque considérée libératrice et l'ignorance, facteur d'esclavage. Tous les jeunes Québécois allaient avoir accès à un système gratuit d'éducation. On décida d'investir dans le développement de la plus grande richesse du pays : la tête de ses citoyens. Les dé-

L'État n'aurait plus les moyens d'ins-
truire et d'éduquer nos jeunes alors
qu'on construit, à nos frais svp, des
routes dans la toundra québécoise pour
permettre aux entreprises internationa-
les de venir extraire nos richesses na-
turelles qu'elles iront faire transformer

leur milieu originel, puis évalués à périodes régulières. Les résultats montrèrent que les sujets du groupe expérimental surclassaient leurs homologues contrôles dans les domaines cognitif, affectif, professionnel et social. Ces différences étaient encore visibles 40 ans après la fin du programme... les enfants ayant bénéficié précocement, pendant 2 ans (!), d'une éducation enrichie, présentaient une plus grande réussite scolaire

(65 % de bacheliers contre 45 %), un taux de chômage inférieur (24 % contre 38 %), un salaire médian mensuel plus rondouillet (1 856 \$ contre 1 308 \$), un moindre niveau de condamnation à de la prison ferme (28 % contre 52 %)...

(1) Michel Desmurget, docteur en neurosciences, directeur de recherche à l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale, France).

penses ainsi encourues se retrouvèrent dans la colonne des investissements. « S'instruire, c'est s'enrichir » disait, à l'époque, le slogan du gouvernement du Québec.

par d'autres, ailleurs. Pour les attirer ici, on ratatine le ministère de l'Environnement et on n'hésite pas à signer des ententes internationales sur la double imposition afin de légaliser leur évasion fiscale... Au nom de l'équité intergénérationnelle...

L'investissement en valait le coup. Quelques années plus tard, le Québec prenait sa place dans l'économie mondiale. On y avait multiplié le nombre de penseurs, de techniciens, d'ingénieurs, de gestionnaires... capables d'édifier et de faire grandir l'une des plus puissantes entreprises de production d'électricité au monde... Les artistes québécois de la chanson, du cirque, de la musique, du cinéma allaient bientôt être reconnus à l'échelle planétaire.

À chacun maintenant d'acheter son propre avenir : REER, Régime d'épargne études, CELI, et autres régimes individuels d'épargne... s'il en a les moyens... Autant de façons de diminuer encore les recettes de l'État et de se priver de moyens et de ressources visant à soutenir la réussite scolaire pour tous.

**ET SI L'ÉDUCATION ÉTAIT LE VRAI MOYEN
DE CRÉER DE LA RICHESSE...ICI**

Une étude tend à le démontrer...«...123 enfants de 3 ans issus d'un milieu très défavorisé furent aléatoirement répartis en deux groupes expérimentaux... Une soixantaine d'heureux élus se retrouvèrent alors scolarisés, durant 2 ans, dans une maternelle de très haut standing. Les autres restèrent dans l'indigente école de leur quartier. Au terme de l'étude, tous les enfants furent replacés dans

En 2015, dit-on, les temps ont changé, les priorités aussi. L'éducation, de quête de savoir et d'émancipation qu'on lui reconnaissait, est devenue simple marchandise. On la retrouve maintenant dans la colonne des dépenses dans laquelle l'État coupe en dépit des études et des recherches qui démontrent les gains économiques et sociaux à faire en y investissant.



Accueillir à bras ouverts... Mais encore?

Ce fut d'abord les drames humains vécus en Méditerranée sur des bateaux de fortune pleins à craquer de migrants fuyant un pays en proie au chaos et à la violence suite à l'intervention militaire en Lybie de puissances occidentales, dont le Canada, pour chasser le dictateur Kadhafi. Et puis ces dizaines de milliers de réfugiés qui, cherchant à échapper à une abominable guerre que se livrent un régime honni et des rébellions capables de crimes immondes, tentent désespérément de passer les frontières des pays d'Europe de l'Ouest. Un conflit horrible qu'on a laissé pourrir ou, pire, encouragé en sous-main en laissant les pétromonarchies du Golfe alimenter en armes et en argent une guerre civile qui n'en finit plus.

L'été 2015 aura été marqué par une catastrophe humanitaire d'une ampleur exceptionnelle, celle des réfugiés et des migrants en quête de terres d'accueil pour survivre. La sensibilité démontrée en Europe comme au Québec et au Canada à l'égard de ces populations démunies témoigne de sentiments d'humanité et de solidarité qui nous honorent. Mais au-delà de la réaction immédiate de secours, il faudra bien tirer les leçons nécessaires pour éviter la reproduction de telles catastrophes humanitaires. Notamment faire le bilan des décisions politiques et

de nos frontières à un nombre accru de réfugiés, et l'accélération des procédures pour leur accueil constituent le minimum « décent » que l'on puisse faire dans les circonstances. Mais cela ne suffit pas...

Si nous sommes incapables ou n'avons pas la volonté de faire un bilan lucide et rigoureux de l'impact et des conséquences des décisions politiques prises et des actions militaires entreprises, tout l'émoi causé par cette catastrophe sans précédent n'aura été, au-delà de la réponse humanitaire du moment, qu'une

« Les problèmes actuels [la crise des migrants] sont la conséquence directe des interventions militaires occidentales de ces dernières années... Si la seule chose qu'on propose est plus de militaires, alors il faut s'attendre à devoir composer avec ce type d'enjeu humanitaire pour encore longtemps »
Gar Pardy, ancien diplomate canadien, Le Devoir, 14 septembre 2015

des choix militaires que prennent en toute impunité les grandes puissances.

À défaut d'être en mesure de mettre en place les conditions permettant de retrouver une quelconque stabilité politique dans ces pays devenus exsangues, les pays occidentaux, et nous en sommes, se doivent de faire preuve de compassion à l'égard d'hommes, de femmes et d'enfants jetés sur les routes ou embarqués dans des rafiots de la mort. L'ouverture

occasion ratée de plus sur le chemin de la paix et du développement. Ici au Canada, nous attendons des partis politiques qu'ils prennent des engagements fermes visant à contribuer à la diminution des inégalités dans le monde, facteur plus que propice à la multiplication des guerres et des conflits de toutes sortes.

Qu'en est-il de « la responsabilité de protéger »? Ce concept, énoncé en 2001 pour la première fois dans le rapport



La photo du petit Aylan Kurdi a mis à l'avant plan de l'actualité mondiale la terrible réalité de dizaines de milliers de réfugiés qui fuient la guerre en Syrie et en Irak. Une part non négligeable de cet horrible conflit est dû à des décisions politiques et militaires prises par les grandes puissances de ce monde, dont évidemment, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et... le Canada.

d'une commission instituée par le gouvernement canadien, puis adopté en 2005 par les Nations Unies, veut que la responsabilité de protéger une population passe à la communauté internationale lorsqu'un État ne peut ou ne veut le faire. Comment expliquer la frilosité à agir du gouvernement actuel face à la catastrophe humanitaire qui se déploie sous nos yeux, lui qui s'empresse d'associer le Canada à des opérations militaires menées précisément au nom de cette responsabilité à protéger?

La crise des réfugiés démontre une fois de plus que la recherche de la paix, de la démocratie et du progrès social exige

un effort constant et incessant. Commençons dès maintenant en ouvrant nos bras et nos frontières aux victimes innocentes de conflits au sein desquels les pays occidentaux ont, qu'ils le reconnaissent ou non, une certaine forme de responsabilité.

Collaboration



www.cs3r.org

g CARTE POSTALE

Début mai, je quitte famille et amis au Québec pour retrouver le Burundi, ma patrie. À peine arrivé, les clameurs des affrontements entre policiers et manifestants se rendent jusqu'à mes oreilles, transportées tantôt par le vent de la liberté, tantôt par celui de la répression.



En cette période électorale où le président veut briguer un troisième mandat inconstitutionnel, le peuple sort, pour la première fois main dans la main, au nom d'une démocratie fragile. Un sentiment d'émerveillement m'habite lorsque je photographie ces femmes des quartiers marchant dignement pour la liberté en défiant les fusils. Je ne peux m'empêcher de penser à ceux qui ont déjà payé le prix fort de ce combat : 100 personnes tuées par les forces policières et plus de 200 disparitions liées aux manifestations, sans compter les quelque 80 000 réfugiés dans les pays limitrophes.

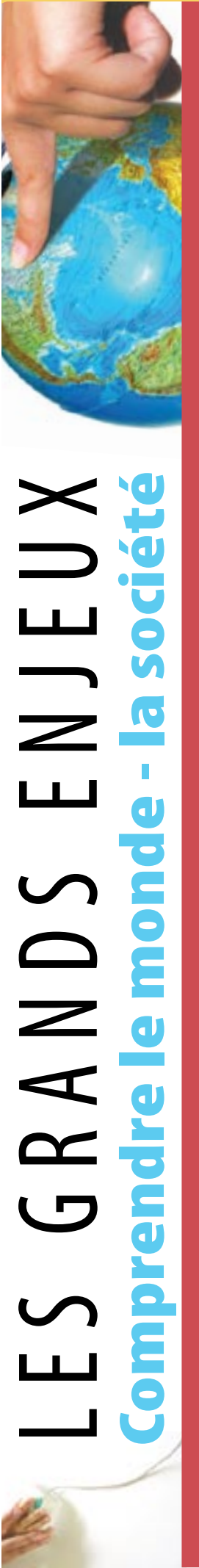
Le président organise savamment sa réélection en juillet. Le combat semble avoir été perdu. Pourtant, je ne peux m'empêcher de ressentir un certain soulagement: si ces affrontements avaient eu lieu il y a 15 ans, ils auraient certainement replongé le pays dans des massacres interethniques. Nous avons évité le pire, et c'est déjà une grande victoire.

Ce sont de petites victoires comme celles-là qui me motivent à poursuivre mon combat. Parce qu'une société libérée de l'ignorance et de la pauvreté peut aspirer à un avenir prospère et à une vraie démocratie. C'est pour cette raison que j'ai fondé l'organisme Kira Burundi qui, depuis 2012, permet à 100 jeunes et moins jeunes de la rue du Burundi de retrouver espoir et dignité. J'ai l'intime conviction qu'en misant sur la jeunesse défavorisée en lui donnant les moyens de réaliser ses rêves, mon pays pourra un jour aspirer à une véritable liberté.

Diomède Niyonzima, journaliste et poète Burundais résidant à Québec.

Pour en savoir plus : www.kiraburundi.org





LES GRANDS EN JEUX

Comprendre le monde - la société

Pour couper le cynisme à la racine

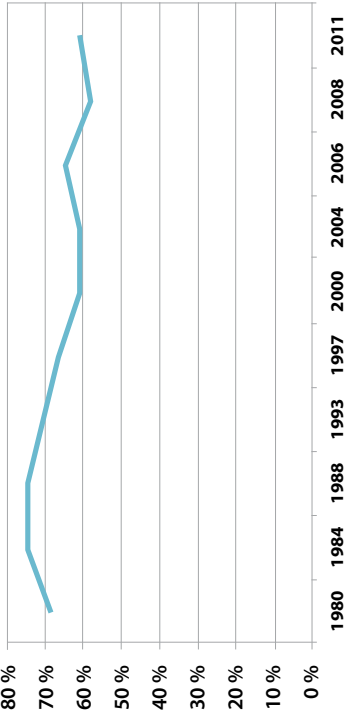
JE vote donc NOUS sommes!

Année après année, élection après élection, le taux de participation dans les bureaux de scrutin fond comme peau de chagrin. Et pourtant, le premier devoir du citoyen évoluant dans une société démocratique, n'est-ce pas d'exercer son droit de vote, que ce soit au palier municipal, provincial ou, comme le 19 octobre prochain, au niveau fédéral?

Certes, certains électeurs sont nourris par le cynisme, parfois, il va sans dire, non sans raison. Comme le philosophe Adorno, ils considèrent que « si voter pouvait changer le système, ce serait illégal », et préfèrent donc s'abstenir.

Pourtant, le premier engagement du citoyen démocratique, c'est de voter. Comme dit le dicton populaire, il faut s'occuper de la politique avant que la politique ne s'occupe de nous, et cela commence dans l'isoir.

Taux de vote aux élections fédérales



Le 30 mars 1958, 79,4% des Canadiens se sont déplacés pour voter, un record dans l'histoire canadienne. Lors de la dernière élection, le 2 mai 2011, on n'en comptait plus que 61,1%, l'une des élections les moins démocratiques depuis 1867. Un triste record qui sera battu à la baisse le 19 octobre ? Nous verrons. . .

Ainsi, au 21e siècle, à peine un peu plus de la moitié des Canadiens choisissent le parti politique qui gouvernera l'ensemble, n'eût égard à l'opinion de la majorité. Un espace démocratique et fraternel, donc, les élections au Canada? De moins en moins. . .

Voter bleu ciel, voter bleu marine, vert, orange, voter rouge ou voter blanc, l'important c'est de voter le 19 octobre prochain. Car si je vote, nous sommes !

« Une démocratie doit être une fraternité; sinon, c'est une imposture. »

Antoine de Saint-Exupéry



AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux !



Pourquoi voter?

1- Pour en finir avec le cynisme

On a l'impression que, quel que soit le palier de gouvernement, de plus en plus d'élus ne travaillent plus pour la population, mais plutôt pour les banquiers, les entrepreneurs et les lobbyistes. On s'indigne de la corruption et de la collusion, on s'indigne parce qu'on a le sentiment de ne plus avoir de pouvoir et d'assister à un détournement de la démocratie. Pourtant, le premier pouvoir de changement du citoyen dans une société démocratique est un droit : le droit de vote.

2- Pour protéger nos libertés

Rien n'est éternellement acquis lorsqu'il s'agit de liberté, ni même la liberté de vote. Constamment, les citoyens doivent demeurer aux aguets, l'œil ouvert et la vigilance alerte, particulièrement dans l'isoir. Au Canada, comme ailleurs dans le monde, il faut protéger les acquis pour éviter qu'on ne nous les enlève, que ce soit en matière d'avortement, de liberté de la presse, de mariage entre citoyens de même sexe, etc. Voter, c'est en quelque sorte défendre les libertés pour lesquelles les générations précédentes se sont battues.

3- Pour s'engager, pour s'exprimer

L'enjeu, au Canada, n'est plus de savoir qui peut voter, mais pour quelles idées faut-il voter. Chaque parti présente une plateforme, un programme politique qui guidera par la suite ses actions s'il est porté au pouvoir. Ainsi, voter pour un parti, c'est accepter les idées qu'il met de l'avant, c'est prendre position sur des sujets de l'heure, que ce soit l'environnement, l'économie, la lutte contre la pauvreté, la place qu'occupe le Canada sur la scène internationale, etc.

Pour qui voter?

ENJEU : LA PLACE DU CANADA SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE



1- Le Bloc québécois : le Québec d'abord

Seul parti souverainiste aux élections du 19 octobre, le Bloc québécois de Gilles Duceppe entend donner une voix, voire amplifier la voix du Québec sur la scène internationale. Ainsi, selon le Bloc, « un Québec indépendant pourra faire valoir ses idées et ses valeurs à l'international ». Pour le Bloc, il est inconcevable que le Canada parle au nom du Québec au sujet d'enjeux à saveur internationale comme : les changements climatiques, les relations avec les régimes dictatoriaux et l'aide internationale.



2- Le Nouveau parti démocratique : l'héritage canadien d'abord

Paix, sécurité, prospérité, justice sociale, démocratie et bonne gouvernance sont les valeurs défendues par le Nouveau parti démocratique de Thomas Mulcair pour définir la place que devrait occuper, selon eux, le Canada sur la scène internationale. Ainsi, faire la promotion de ces dites valeurs est le cheval de bataille international du NPD. Entre autres, le NPD souhaite que le Canada occupe un siège de plus grande envergure au sein de l'Organisation mondiale de la francophonie.



3- Le Parti conservateur : la sécurité d'abord

Entre autres mesures annoncées par le Parti conservateur de Stephen Harper dans le cadre des présentes élections fédérales : l'augmentation des membres de la Réserve des Forces armées canadiennes, cela afin de répondre avec efficacité aux « besoins variés » à l'échelle internationale. Ainsi, l'aspect sécuritaire est mis de l'avant pour dicter les grandes lignes de la position conservatrice du Canada à l'international. « Sous un gouvernement conservateur réélu, le Canada va continuer à prendre fermement position contre les menaces et les défis de sécurité auxquels notre pays est confronté », note-t-on dans la plateforme du parti.



4- Le Parti libéral du Canada : l'Amérique d'abord

Le parti de Justin Trudeau propose des engagements concrets pour situer le Canada d'aujourd'hui, mais surtout de demain, dans le monde. Notons, entre autres, que le Parti libéral du Canada souhaite revisiter les relations entretenues entre le Canada et son voisin états-unien. Qui plus est, le PLC escompte, s'il est élu, éliminer l'exigence en matière de visa pour les Mexicains et réduire les barrières commerciales entre les pays d'Amérique du Nord.



5- Le Parti vert : recentrer les priorités d'abord

Dans son programme électoral, le Parti vert d'Elizabeth May appelle de ses vœux un Canada qui occuperait une place prépondérante sur la scène internationale, particulièrement en matière de maintien de la paix, de lutte contre la pauvreté et de diplomatie internationale. Concrètement, le Parti vert souhaite mettre l'accent sur l'aide en cas de catastrophe naturelle et recentrer les priorités canadiennes sur les missions de maintien de la paix de l'ONU. Également, les candidats verts veulent combattre la pauvreté mondiale en investissant dans les entreprises durables et locales situées dans les régions appauvries.



Le vote blanc

Voter blanc, c'est aussi voter. On dit qu'un électeur vote blanc lorsqu'il ne vote pour aucun des candidats inscrits sur la liste électorale. Le vote blanc est à différencier de l'abstention (absence de vote) ou du vote nul (vote non valable). Actuellement, le vote blanc n'est pas reconnu dans la législation canadienne. Tout bulletin blanc est ainsi perdu dans la somme des bulletins rejetés.

Somme toute, pour certains, voter blanc c'est exprimer un mécontentement face aux enjeux débattus dans le cadre d'une campagne électorale.



POUR EN SAVOIR PLUS

Comité de Solidarité/Trois-Rivières
www.cs3r.org

Programme du Parti conservateur du Canada
www.conservateur.ca

Programme du Nouveau parti démocratique du Canada
www.npd.ca

Programme du Parti libéral du Canada
www.liberal.ca/fr

Programme du Bloc québécois
www.blocquebecois.org

Programme du Parti vert du Canada
www.greenparty.ca/fr

POUR AGIR

VOTEZ AUX ÉLECTIONS DU 19 OCTOBRE
(Vote par anticipation : 9, 10, 11 et 12 octobre.
Vous pouvez également voter par la poste)

INCITEZ VOS PROCHES À VOTER

RÉCLAMEZ UN MODE DE SCRUTIN PROPORTIONNEL

Demandez aux candidats dans votre comté de faire la promotion de ce mode de scrutin démocratique qui favorise la participation aux élections.

www.democratie-nouvelle.qc.ca
www.fairvote.ca

Lisez les autres pages de la série « Les grands enjeux »
www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à

CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598



ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2015

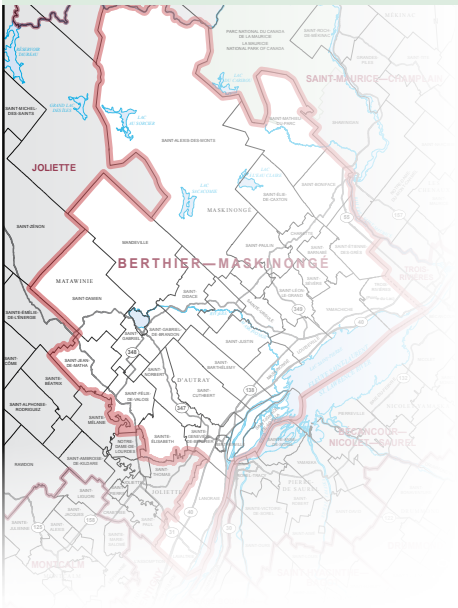
LES ENJEUX SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DE LA MAURICIE



Desjardins
Caisse d'économie solidaire

Les questions les plus discutées dans le cadre des élections fédérales canadiennes sont généralement celles ayant trait à l'économie, la lutte au terrorisme ou l'équilibre budgétaire. La Gazette de la Mauricie, journal communautaire s'étant donné pour mission de fournir à ses lecteurs une information alternative, a plutôt décidé d'inviter, en collaboration avec la caisse d'économie solidaire Desjardins, les douze candidats de la Mauricie à nous présenter leurs positions sur les enjeux de développement durable de notre région et les enjeux sociaux auxquels elle est confrontée.

Un débat entre les quatre candidats de Trois-Rivières sur d'autres enjeux de développement social et durable se tiendra aussi le jeudi 8 octobre prochain dès 19 h à l'UQTR (amphithéâtre situé au 1200 du pavillon Albert-Tessier). Visitez www.GazetteMauricie.com pour plus d'informations.



Berthier-Maskinongé

La Gazette de la Mauricie a invité les candidats de la circonscription de Berthier-Maskinongé à faire connaître à ses lecteurs leur position sur les enjeux suivants : oléoduc Énergie Est, ouverture des marchés agricoles dans le cadre du partenariat transpacifique et réforme de l'assurance-emploi mise en œuvre par le gouvernement conservateur. Trois des quatre candidats en lice ont accepté de répondre à nos questions. L'équipe de Marianne Foucault, candidate conservatrice, a pour sa part décliné notre demande d'entrevue téléphonique.



Libéral

PIERRE DESTREMPE
PARTI LIBÉRAL DU CANADA



NPD

RUTH ELLEN BROSEAU
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE



BLOC QUÉBÉCOIS

YVES PERRON
BLOC QUÉBÉCOIS

Oléoduc Energie-Est

L'automne dernier, TransCanada déposait une demande d'autorisation pour la construction d'un oléoduc qui traversera, entre autres, la Mauricie, traversant terres agricoles et sources d'eau potable. Êtes-vous pour ou contre ce projet?



« Je suis pour ce projet, il est économiquement essentiel. C'est démagogue pour un parti de dire « au Québec, on n'en veut pas ». La réalité c'est que nous en utilisons, en vendons et en produisons ici aussi du pétrole, nous n'avons pas encore changé nos habitudes, c'est la réalité économique actuelle. Ce à quoi je m'oppose, c'est la manière de faire actuelle du gouvernement, le manque de communication avec les citoyens et l'absence d'une réelle expertise. »

« Je suis contre ce projet dans son état actuel, en absence d'un processus d'évaluation environnementale digne de confiance. J'ai consulté la MRC d'Autray et ils se sont positionnés contre en raison des risques environnementaux élevés pour la tourbière de Lanoraie, notamment. J'ai aussi consulté les maires, qui pour leur part ont émis des conditions, et les citoyens, qui sont très divisés puisqu'il semble y avoir beaucoup de risques et peu de retombées pour le Québec. »

« Je suis définitivement contre ce projet d'oléoduc, il est inacceptable, ne vise que l'exportation et deviendrait le plus gros projet d'oléoduc en Amérique du Nord. Ce n'est pas de savoir si ça va couler, mais bien quand et où. Il n'y aura aucune retombée pour le Québec, et il est faux de croire qu'il y aura réduction du transport de pétrole par les autres moyens, train ou bateau. »

Ouverture des marchés agricoles

Les producteurs d'œufs, de lait et de volaille craignent que le système de gestion de l'offre, qui stabilise leurs revenus, ne disparaisse aux négociations du « partenariat transpacifique ». Que pensez-vous de cette entente?



PHOTO : JEAN CHAMBERLAND

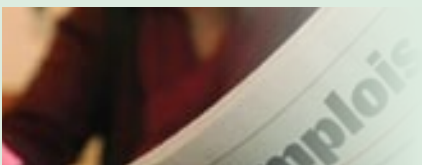
« Je suis confortable avec le « Partenariat transpacifique », qui régularise la gestion de l'offre. M'assurer que la gestion de l'offre est bien faite, c'est définitivement un mandat auquel je m'engage. Ce qu'il faut faire aussi, c'est mettre davantage en valeur nos produits et stimuler les consommateurs, par exemple, avec un meilleur étiquetage. »

« Je ne suis pas contre cet accord, il est important pour notre économie, mais il faut s'assurer que nos intérêts seront bien défendus, parce que suite à cette entente, il y a une brèche qui pourrait se créer dans notre système de gestion de l'offre. Il faut prendre en compte qu'ailleurs, quand ils ont démantelé leur système, l'arrivée des mégas fermes et la disparition des fermes familiales s'est accélérée. »

« Notre système de gestion de l'offre fonctionne très bien et ne demande aucune subvention. Il doit être maintenu intégralement et il faut même en faire la promotion à l'international. D'ailleurs, quand on regarde à l'étranger, les pays qui ont accepté d'abandonner leur système, comme la France, ont dû injecter des milliards de dollars en subvention pour faire face à la crise engendrée. »

Régime d'assurance emploi

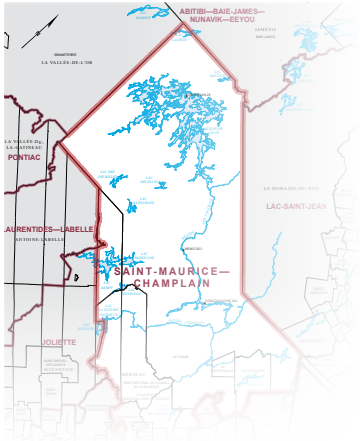
Notre régime d'assurance-emploi a été largement modifié et le gouvernement a utilisé l'argent destiné aux chômeurs à d'autres fins, engendrant l'incapacité pour plusieurs travailleurs à se qualifier pour profiter de leur assurance. Que pensez-vous de ces changements?



« Nous voulons annuler les changements faits par le gouvernement conservateur depuis 2012. Par exemple le délai de 2 semaines passera à 1 semaine, la cotisation de 1,88 \$ passera à 1,65 \$ par tranche de 100 \$ de la rémunération assurable, et nous voulons arrêter la pénalité de 910 heures pour les nouveaux travailleurs. »

« Je suis contre la réforme actuelle des conservateurs. Au NPD, nous sommes opposés corps et âme à cette réforme des conservateurs. Avant eux, les libéraux de Paul Martin avaient aussi pigé dans le fonds. L'assurance emploi n'appartient pas à l'État, il faut interdire le pillage dans la caisse, c'est une priorité. »

« Le Bloc est totalement contre cette réforme. C'est un vol qualifié qui dure depuis plusieurs années et les 3 grands partis fédéralistes veulent continuer à piger dans la caisse, incluant le NPD : ce que dit leur chef, c'est qu'il vise le déficit zéro, et dans leur montage financier, ils prévoient piger dedans encore pendant plusieurs années. Nous on veut que ça arrête tout de suite! »



Saint-Maurice-Champlain

Dans la circonscription de Saint-Maurice-Champlain, La Gazette de la Mauricie a pu s'entretenir avec les quatre candidats représentant chacun des grands partis. Les thématiques abordées pour cette région sont la lutte contre la pauvreté, les conditions socioéconomiques des Premières nations et l'avenir de la livraison du courrier à domicile.



Libéral

FRANÇOIS-PHILIPPE CHAMPAGNE
PARTI LIBÉRAL DU CANADA



NPD

JEAN-YVES TREMBLAY
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE



BLOC QUÉBÉCOIS

SACKI CARIGNAN-DESCHAMPS
BLOC QUÉBÉCOIS



Conservateur

JACQUES GRENIER
PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

Pauvreté et justice sociale

Suite à des baisses d'impôt favorisant les plus aisés et à des coupures dans les programmes sociaux, près de 14 % des canadiens vivent dans la pauvreté. Que comptez-vous faire pour mener une lutte contre la pauvreté?



PHOTO : JEAN CHAMBERLAND

Nous avons un plan de 20 milliards \$ sur 10 ans pour les garderies, les infrastructures pour personnes âgées et le logement abordable. On a beaucoup de communautés dans lesquelles le vieillissement de la population est un enjeu important, sans compter l'importance du logement abordable à Shawinigan ou dans les communautés autochtones.

Il faut agir rapidement pour aider les citoyens à joindre les deux bouts. Le NPD va réduire le coût de la vie des familles et bonifier le supplément de revenu garanti pour permettre à nos aînés de profiter de leur retraite dans la dignité. Nous favoriserons également la création d'emplois en offrant à nos PME un allègement fiscal et un crédit à l'innovation pour leur permettre de dynamiser l'économie de la région.

Le salaire médian ici est à 33,000\$, comparativement à 56,000\$ pour le reste du Canada! Pour lutter contre cette pauvreté, nous proposons de faciliter la tâche aux PME, parce qu'actuellement la lourdeur administrative est décourageante. On veut aussi diversifier l'industrie forestière, mais avec les partis fédéraux, la priorité sera toujours de servir les grands centres urbains et le développement sera toujours orienté pour l'industrie pétrolière.

Il faut d'abord comprendre que c'est souvent de compétence provinciale. Ceci dit, le parti en fait beaucoup pour les moins nantis, on a qu'à penser à la PUGE. Nos adversaires et les médias parlent des impôts à payer sur la PUGE, mais en réalité 40% des foyers n'en paieront pas. Ensuite il y a aussi la TPS qui est passée de 7 à 6 puis à 5 %. Ça aussi c'est une belle façon de remettre de l'argent dans les poches des gens.

Premières nations

Les conditions de vie dans lesquelles vivent les Premières nations sont en deçà de celles du reste de la population. Comment comptez-vous améliorer les conditions socioéconomiques des Atikamekw de Saint-Maurice-Champlain?



PHOTO : CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW

Il faut niveler la différence socioéconomique entre communautés autochtones et allochtones, en matière d'éducation et de logement. Par exemple, nous allons investir 2,6 milliards de dollars en éducation pour les Premières Nations. Le PLC veut un gouvernement collaboratif et participatif.

L'ONU a condamné l'inaction du gouvernement Harper face aux enjeux qui touchent les communautés autochtones. Le NPD ne se contentera pas de formuler des excuses officielles. Nous travaillerons avec les communautés pour construire une relation de nation à nation. Nous nous engageons à améliorer les infrastructures essentielles, à appliquer les principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et à donner suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

Il manque plus de 100 maisons à Opitciwan et 150 à Wemotaci. Il faudrait un allègement fiscal substantiel pour les entrepreneurs qui construiraient gratuitement ces habitations. Et en éducation les montants alloués par Ottawa sont risibles, il faut définitivement les augmenter. La famille? Les parents de familles nombreuses sont considérés comme des assistés. Je m'engage, une fois élue de faire de l'avenir des Atikamekws un élément central de ma réflexion et de toutes mes démarches.

J'ai déjà rencontré cette communauté et nous avons élaboré un plan d'action pour améliorer leurs conditions. On doit mettre en place des infrastructures afin de créer un environnement propice au développement économique. Plusieurs millions de dollars sont dépensés en dehors des réserves alors que des incitatifs pourraient être mis en place pour un développement commercial pour qu'il y ait des emplois sur les réserves et par le fait même créer une richesse locale.

Réforme de Postes Canada

Postes Canada parle de cesser la livraison de courrier à domicile, pour que les citoyens récupèrent plutôt leur courrier dans des boîtes communautaires. Que pensez-vous de cette réforme?



PHOTO : JEAN CHAMBERLAND

Nous sommes pour la livraison de courrier à domicile, surtout en région. J'ai rencontré plein de gens à mobilité réduite qui ne pourront plus aller chercher leur courrier, n'ayant pas les moyens de se déplacer. On est le seul pays au monde à vouloir prendre ce virage, pensez-vous que ce soit une si bonne idée que ça? La question finalement, c'est: qui met-on au centre du processus décisionnel? Est-ce le citoyen ou l'administration postale?

Cette réforme affecte les membres les plus vulnérables de notre société, comme les aînés et les handicapés, mais aussi nos PME. Un service de livraison fiable est vital pour les Canadiens. Le NPD veut protéger la livraison à domicile, améliorer les services et attirer de nouveaux clients. Nous voulons dialoguer avec les Canadiens et travailler avec eux pour moderniser Postes Canada. Le NPD est prêt à travailler pour améliorer la qualité de nos services publics.

Nous nous y opposons. Bien sûr il y a les personnes à mobilité réduite qui seront touchées, mais de manière beaucoup plus large, les personnes vulnérables aussi. On a qu'à penser aux personnes âgées ou en instabilité domiciliaire, aux prestataires d'aide sociale, aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale... Ce sont toutes des personnes qui ont déjà de la difficulté à faire leur suivi avec la livraison à domicile. Imaginez sans...

Évidemment, je suis pour. Il faut comprendre que c'est Postes Canada qui a décidé. C'est une entité comme telle qui vise la survie parce qu'ils étaient déficitaires. Avec l'arrivée d'internet, on n'aura pas le choix de s'orienter dans ce sens de toute façon, il faut être réaliste. Concernant les personnes âgées, généralement ils reçoivent le courrier directement à leur résidence de personnes âgées, de toute façon.



QUI EST FRANÇOIS-PHILIPPE CHAMPAGNE?

**Présence.
Expérience.
Renouveau.**



Homme d'affaires, avocat et spécialiste du commerce international avec 20 ans d'expérience, entre autre, au sein de multinationales en Europe.

Vice-président du Groupe ABB et avocat-conseil principal d'ABB qui emploie 145,000 personnes dans 100 pays 1999-2008

Membre du comité de direction, directeur du développement stratégique, avocat-conseil principal et directeur de l'éthique d'AMEC 2008-2012

Vice-président du conseil de Bionest Technologies depuis 2006

Nommé « Jeune leader mondial » par le Forum économique mondial et Personnalité de la semaine La Presse / Radio-Canada 2009

Nommé dans la solide **équipe économique** pancanadienne du Parti libéral du Canada

FRANÇOIS-PHILIPPE CHAMPAGNE

Saint-Maurice-Champlain

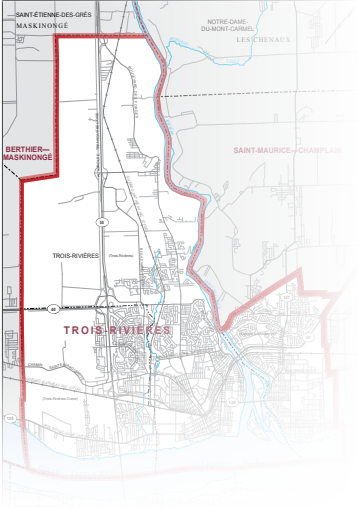
Pour plus d'informations :

819.531.4760

@FP_Champagne

/FrancoisPhilippeChampagne.ca

www.FrancoisPhilippeChampagne.ca



Trois-Rivières

La Gazette de la Mauricie s’est entretenue avec les quatre candidats de la circonscription de Trois-Rivières qui ont répondu à trois questions portant sur les thèmes du transport pétrolier sur le fleuve Saint-Laurent, du logement social et de l’avenir des stations régionales de la Société Radio-Canada.



YVON BOIVIN
PARTI LIBÉRAL DU CANADA



ROBERT AUBIN
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE



ANDRÉ VALOIS
BLOC QUÉBÉCOIS



DOMINIC THERRIEN
PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

Superpétroliers

Le passage sur le fleuve de superpétroliers chargés de pétrole brut extrait des sables bitumineux sème la controverse. Quelle est la position de votre parti sur cette question?



PHOTO : JEAN CHAMBERLAND

Le transport de pétrole oui, mais ça doit être sécuritaire, il faut respecter les normes environnementales et il faut obtenir l’acceptabilité sociale.

Il faut obtenir l’acceptabilité sociale, et présentement on ne l’a pas, à cause des processus environnementaux qui ont été coupés par les conservateurs. Il faut redonner plein pouvoir à l’office national de l’énergie (ONÉ) qui n’est plus que l’ombre d’elle-même depuis que les conservateurs sont là. L’enjeu du transport pétrolier dans son ensemble pose problème, par train, par pipeline ou par voie maritime.

Nous sommes contre. Le transport de pétrole sur le fleuve est en augmentation, on se fait passer ça devant le nez, et nous n’en tirons aucun bénéfice, mais devons assumer tous les risques. Ce qui se passe chez nous devrait passer par nous, mais ici on ne nous demande même pas la permission. Pour nous c’est clair, la seule manière de contrôler ce transport est la souveraineté du Québec.

IL n’y a aucun projet non-sécuritaire qui sera approuvé par le gouvernement, même s’il est viable au plan économique. Il faut comprendre que ce n’est pas le gouvernement qui évalue les risques, c’est un organisme indépendant, L’ONÉ, qui suit un processus rigoureux.

Logement social

Le gouvernement fédéral maintiendra à son niveau actuel sa contribution en soutien au logement, sans engagements à long terme. Quel est votre position sur cette question?



Nous allons accorder 125 milliards\$ en incitatifs fiscaux, notamment pour le logement locatif et pour la rénovation de logements délabrés. Nous voulons aussi faire l’inventaire des immeubles fédéraux inoccupés et les modifier pour en faire des logements. Nous voulons gérer ça en étroite collaboration avec les provinces et qu’elles nous soumettent leurs projets.

Le NPD a toujours été à côté du logement social. Une de nos propositions est d’ailleurs de promulguer la loi sur logement abordable. Ce projet de loi reconnaît le logement comme un droit et conduit à l’élaboration d’une stratégie nationale pour le logement.

Nous sommes pour une progression des investissements pour atteindre 2 milliards par an. Il faut s’assurer de pouvoir loger nos gens. C’est un dossier qui est de juridiction partagée, mais nous sommes assurément pour une augmentation du transfert du fédéral vers les provinces, puisqu’après tout il s’agit bien de notre argent.

Le gouvernement conservateur investit 2,3 milliards de dollars par année dans le logement abordable. 570 000 ménages bénéficient d’un soutien au logement social par l’intermédiaire de la SCHL. Nous ne faisons pas d’ententes sur le logement social une fois que ces hypothèques sont remboursées en entier puisqu’il n’y a plus d’hypothèques à subventionner...

Société Radio-Canada

Le budget de la SRC diminue continuellement. Des centaines de postes ont été perdus, les stations régionales sont en situation de précarité. Faut-il rétablir à son ancien niveau le financement de la SRC?



Nous c’est clair : Nous annulons les compressions des conservateurs, et nous allons réparer leur gâchis. Nous soutenons fermement Radio-Canada, c’est un élément essentiel de l’identité culturelle canadienne et de la Mauricie. Nous voulons aussi évoluer en fonction du nouveau monde numérique, en collaboration avec la SCR plutôt qu’en imposant des coupures.

Nous allons réaffecter les 115 millions\$ qui ont été coupés. Radio-Canada est une société publique incontournable dans notre paysage régional, mais aussi national. C’est LE véhicule par lequel les Canadiens se reconnaissent et se retrouvent.

Nous voulons plus que seulement revenir en arrière, nous voulons augmenter le financement de Radio-Canada par rapport à ce qu’il était avant le début des coupures du gouvernement actuel. La SRC en français, c’est essentiel pour la promotion de la culture québécoise, pour nos artistes et pour notre langue.

J’ai beaucoup de compassion avec ceux qui ont perdu leur emploi. Dans le contexte de changements actuel, avec internet et les réseaux sociaux qui prennent de plus en plus de place, c’est toute l’industrie qui doit s’ajuster, pas seulement la SRC. Actuellement elle dispose tout de même d’un milliard de dollars par an. Dans le contexte économique actuel, tout le monde est appelé à faire un effort.



Robert
Aubin
Trois-Rivières

Bâtissons l’avenir ensemble !

www.jappuie-aubin.ca

Payée et autorisée par l’agent officiel de Robert Aubin



Plein de pourquoi sans réponse...

L'autre soir, lors d'un bon souper d'été entre amis, j'ai été témoin d'une conversation animée sur un sujet de grande actualité... Une conversation qui m'a ramené à l'esprit plein de pourquoi demeurés sans réponse.

PIERRE LAVERGNE

pierrelavergne@hotmail.com

Jean : Harper a bien raison de ne pas se presser pour accueillir des réfugiés syriens. On sait jamais, des terroristes pourraient en profiter pour s'infiltrer parmi eux et venir nous faire du trouble.

Maxime: Parlons-en de Harper, il ne voit que ça des terroristes. Comme si on était en proie à des attentats quotidiens. Je veux bien qu'on se protège mais faut pas en faire une maladie. Pour lui, tout le monde est dangereux. Le sys-

tillent » quand j'écoute les nouvelles. Pourquoi les funérailles nationales d'un soldat tué en poste devant un monument à Ottawa ont-elles eu droit à une couverture médiatique aussi exceptionnelle? Pourquoi ne se passe-t-il pas un jour sans que l'on nous parle de terrorisme?

Inversement, pourquoi ce silence assourdissant sur les centaines de femmes autochtones assassinées pour lesquelles le gouvernement refu-

Pourquoi ne se passe-t-il pas un jour sans que l'on nous parle de terrorisme?

tème de surveillance mis en place par son gouvernement permet de connaître nos mots de passe, qu'on nous fréquente, les films que nous écoutons, nos transactions financières, nos implications sociales, bref des grands pans de notre vie privée.

Jean : J'ai pas de problème avec cela. Je ne suis ni président d'un pays, ni terroriste, ni trop actif socialement. Ils peuvent bien mettre en place toute la surveillance qu'ils veulent, ça ne me dérange pas! »

Monique : Ça ne te fait rien, toi, qu'on puisse avoir accès à tes mots de passe, tes comptes bancaires, tes relevés de carte de crédit, ton compte Facebook, tes courriels et, tiens, tant qu'à y être, toutes tes photos dans ton ordinateur. Tu nous donnerais tout ça, toi, si on te le demandait?

Jean : Ben là, quand même.

Monique : Hé bien mon cher Jean, sache que grâce aux avancées extraordinaires de la technologie, toutes ces informations sont maintenant accessibles aux services canadiens de sécurité.

Maxime : Pire, avec la loi C-51 récemment adoptée par Ottawa, la surveillance de tous nos faits et gestes est maintenant rendue légale !

Cet échange m'a ramené une foule de pourquoi qui me « ti-

sent » quand j'écoute les nouvelles. Pourquoi ignore-t-on toutes ces personnes qui vivent dans la rue une extrême pauvreté ou meurent simplement par manque de soins? Et ces quelques personnes victimes de brutalité policière? Et ce silence sur les cinq millions de victimes de cette guerre qui dure depuis plus de 20 ans en République démocratique du Congo? Le conflit le plus meurtrier au monde depuis la Deuxième Guerre mondiale. Parce que les minières canadiennes y sont présentes? La vie de ces gens n'est-elle pas aussi importante que celle d'un soldat en poste devant un monument?

Pourquoi l'argent coule-t-il à flots lorsque le gouvernement Harper décide, sans consulter le Parlement, d'aller bombarder de pauvres gens dans d'autres pays sous prétexte de lutte contre les terroristes de l'État islamiste et se fait-il si rare lorsqu'un séisme frappe un pays et y sème la désolation?

Personnellement, la tendance du gouvernement canadien actuel à resserrer toujours davantage les mesures de surveillance m'inquiète. Une surveillance qui vise surtout ceux qui s'opposent, pacifiquement et démocratiquement, à certaines politiques gouvernementales alors qu'on perd trace de ces sommes colossales transférées électroniquement chaque jour vers les paradis fiscaux?



L'élection fédérale aura lieu lundi



Êtes-vous prêt à voter?

Si vous êtes un citoyen canadien âgé de 18 ans ou plus, vous pouvez voter à l'élection fédérale.

Votre carte d'information de l'électeur vous indique où et quand voter.

Si vous n'avez pas reçu votre carte, vous pouvez quand même vous inscrire et voter dans votre lieu de vote.

Pour savoir où voter et quelle pièce d'identité apporter, visitez **elections.ca** ou composez le **1-800-463-6868** (ATS : 1-800-361-8935).

Élections Canada a toute l'information dont vous avez besoin pour être prêt à voter.

Prêt à voter
Le 19 octobre 2015





DOSSIER SPÉCIAL

LA RENTRÉE DU COMMUNAUTAIRE

SOUS-FINANCEMENT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

La précarité au rendez-vous

Pour Danièle Héroux, directrice de Maternaïde, et Karine Peticlerc-Lapointe de la Ressource FAIRE, le communautaire est source d'inspiration pour que chaque personne prenne du pouvoir sur sa vie. Le communautaire est une oreille à l'écoute des gens pour répondre à leurs besoins. Il est aussi un tremplin vers la mise en action et l'implication des personnes.

LA GAZETTE DE LA MAURICIE

Pour elles, leur quartier et ses habitants sont source d'entraide, de générosité et de dynamisme. Familles, personnes âgées et personnes seules se côtoient pour créer une vie de quartier intergénérationnelle et bien présente, quoique toujours à améliorer. Au-delà des chicanes de voisinage, tous s'entraident lors des activités mobilisant le quartier. La présence des organismes fournit un espace démocratique essentiel à cette mobilisation.

QU'APPORTE L'ORGANISME DANS LE QUARTIER ?

Chez Maternaïde, les gens disent se sentir en famille. À la Ressource FAIRE, on entend que l'organisme contribue à soutenir les familles, à créer des liens entre les participants et à faire évoluer ceux-ci dans leur situation personnelle, sociale et familiale. Ces milieux de vie permettent aux personnes de se réaliser, de s'informer, de s'outiller et de se créer un réseau d'entraide. Dans certains cas, l'organisme est leur seul filet de sécurité.



Danièle Héroux, directrice de Maternaïde, et Karine Peticlerc-Lapointe de la Ressource FAIRE

LES IMPACTS DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

Le sous-financement à la mission de ces organismes se traduit par l'impossibilité pour les organismes du quartier St-François-d'Assise de répondre à tous les besoins de ses résidents, et ce, dans un contexte d'augmentation et de diversification

des besoins de ceux-ci. Parallèlement, la sécurité d'emploi des employés du milieu communautaire est précaire. Ajoutons à cela que les ressources des organismes ne voient pas leurs conditions de travail bonifiées et sont à risque de basculer dans des conditions d'emploi et de revenus difficiles.

LA RECONNAISSANCE DU GOUVERNEMENT ET DES PARTENAIRES

Les organismes sont de plus en plus reconnus par les partenaires. Il reste toutefois du travail à faire, autant au niveau du référencement que du soutien financier. L'idéologie de travailler en collaboration est présente, bien qu'il reste du chemin à parcourir. Une meilleure circulation de l'information et une meilleure concertation avec les secteurs publics et parapublics permettraient certainement des avancées. Les partenaires du milieu sollicitent davantage les organismes pour des projets communs et conséquemment, ils pourraient également promouvoir les organismes et les appuyer dans leurs luttes sociales.

LEURS SOUHAITS POUR LES 10 PROCHAINES ANNÉES :

Les organismes veulent améliorer la concertation entre les différentes organisations du quartier pour ainsi briser les préjugés envers ce dernier et pour qu'il soit désormais vu comme un milieu créatif de solutions durables et empreint de l'entraide des personnes qui y vivent.

 La rentrée du communautaire 2015	 ÉCOF-CDEC de Trois-Rivières Corporation de développement économique communautaire ÉCOF-CDEC, c'est une équipe multidisciplinaire, professionnelle, dynamique et engagée toujours prête à répondre aux besoins de la communauté. Nous œuvrons à Trois-Rivières depuis 1996 afin d'améliorer les conditions de vie de la collectivité. Tél.: 819 373-1473 Site Web: www.ecof.qc.ca	Cuisines collectives de Francheville Organisme qui a pour but de reconnaître l'expertise des femmes à nourrir une société et à s'organiser et de permettre aux gens de se donner un pouvoir d'achat afin de pouvoir bien se nourrir et nourrir leur famille. Tel. : 819-691-4049	 Mouvement Action-Chômage Trois-Rivières Pour tous connaître sur vos droits et obligations face à l'assurance-emploi Tél. : 819 373-1723 mac.troisrivers@gmail.com 1322, rue Sainte-Julie, Trois-Rivières
 www.ressourcefaire.ca Pour faire grandir un quartier ! 819 379-6002 MATERNAÏDE L'entraide entre nos voisins! Tél. : 819 372-9624 www.maternaide.org	Le Centre d'action bénévole Lavolette Un engagement bénévole basé sur les voies de la découverte, les plaisirs partagés et bien davantage Tél : 819 378-6050 www.cablavolette.org 	La mission du Comité logement Trois-Rivières est de favoriser l'accès à un logement décent et abordable pour tous, contrer l'appauvrissement et informer de leurs droits, responsabilités et recours de tout les ménages locataires; et ce, depuis 1997 en Mauricie. Tél. : 819 694-6976 comitelogement04@gmail.com	 COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES Par ses activités, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières œuvre pour que s'instaure un monde plus juste, plus équitable et plus démocratique. Tél. : 819 373-2598 - www.cs3r.org

LES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

La porte d'entrée du milieu communautaire

Constituées à l'initiative des organismes de la communauté, les Corporations de développement communautaire (CDC) sont des regroupements multisectoriels d'organismes oeuvrant en santé et services sociaux, en éducation populaire, en défense de droit, en justice alternative, en famille, et plus. On y retrouve aussi des coopératives et des entreprises d'économie sociale qui partagent les valeurs de justice sociale portées par l'action communautaire autonome (ACA). C'est pour soutenir, représenter, concerter, promouvoir, former, informer, et plus encore, ces organisations, que les premières CDC ont été créées, il y a de cela plus de trente ans. Elles sont depuis, la porte d'entrée du milieu communautaire.

TEXTE COLLECTIF DE L'INTER-CDC DE LA MAURICIE

À ce jour, on peut compter sur 61 CDC, représentant plus de 2 600 organisations, à travers 14 régions administratives. Grâce à la Table nationale des CDC, elles sont en lien continu. En Mauricie, les CDC, rurale, semi-rurale et urbaine, deviennent l'Inter-CDC, lorsque réunies, et regroupe le Centre-de-la-Mauricie, des Chenaux, le Haut St-Maurice, Maskinongé, Mékinac et Trois-Rivières.

À quelques nuances près, la mission d'une CDC est d'assurer la participation active du mouvement populaire et communautaire au développement socioéconomique du milieu, et ce, dans une perspective globale, alternative et solidaire. Avec la tendance actuelle des différents gouvernements à diminuer les services offerts à la population, cette mission comporte son lot de défis ! Comme tout organisme d'action communautaire autonome, les CDC doivent favoriser la transformation sociale. Par leurs actions, elles doivent contribuer à la lutte à la pauvreté et à l'inclusion sociale. Elles sont souvent des catalyseurs de projets issus du milieu communautaire. Elles font preuve de pratiques citoyennes et sont dirigées par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

Depuis des mois, les effets des politiques d'austérité se manifestent concrètement. Par exemple, les demandes d'aide augmentent sans cesse pour les organismes qui oeuvrent en sécurité alimentaire, pour certaines maisons d'hébergement qui traitent de toxicomanie,

de violence familiale et pour des organismes spécialisés en santé mentale.

Cet automne encore, la Rentrée communautaire sera synonyme de la reprise du travail à plein régime pour des milliers de travailleuses, travailleurs et bénévoles du communautaire. Nous savons tous que leur travail permet à des gens de tout âge, provenant de toutes les classes sociales, de mieux vivre au quotidien. Toutefois, en ces temps d'austérité, plusieurs organismes sont inquiets. Qu'advient-il de leur financement à la mission ? Quelles seront les recommandations de la Commission de révision permanente des programmes à l'égard des organismes d'action communautaire autonome ?

L'État doit voir le financement des organismes communautaires dans la colonne des investissements, car ce secteur génère des économies substantielles pour le trésor public en étant actif en prévention et en promotion. L'État gagnerait sur plusieurs fronts en appliquant les 18 solutions fiscales proposées par la "Coalition Main rouge" dans son document "10 milliards de solutions". Les CDC sont convaincues qu'il a les moyens de le faire ! Aussi, notre voix se joindra à celles des étudiantes et des étudiants, des travailleuses et des travailleurs du secteur public, à la Commission populaire de l'action communautaire autonome (ACA) et à la Semaine nationale de visibilité de l'ACA, à la Marche mondiale des femmes et aux manifestations de la TROC-CQM. Ce sont des rendez-vous !



Réjean Veillette (Centre-de-la-Mauricie), Hélène Roy (Maskinongé), Amélie Dubuc (Trois-Rivières), Dominique Bouchard (Mékinac), Jean Brouillette (des Chenaux) et Jenifer Olsen (Haut St-Maurice)

g LA GAZETTE SALUE

L'ACTION BÉNÉVOLE...EN FORÊT!!!

Les amateurs de plein air qui fréquentent la réserve faunique du Saint-Maurice ont dorénavant accès à un nouveau sentier d'interprétation situé au camping du lac Normand grâce à l'implication des bénévoles de l'Organisation des usagers de la réserve Saint-Maurice (O.U.R.S.) en collaboration avec la SÉPAQ et TÉLÉBEC.

Outre l'aménagement et l'entretien d'une quarantaine de kilomètres de sentiers, les bénévoles ont planté des centaines d'arbres, collaboré à l'aménagement de deux frayères à truite en plus de sensibiliser les usagers à la protection et à la régénération de la forêt. On évalue à 15 000 le nombre d'heures de travail bénévole fournies par les membres de l'O.U.R.S.

Toute une implication citoyenne au service de la collectivité!



Sur la photo, de gauche à droite, Claude Tessier, biologiste responsable du projet pour l'OURS, Paul Lacoursière, gestionnaire principal, communications chez TÉLÉBEC, Francis Desjardins, directeur de la réserve du Saint-Maurice et Pierre Trépanier, secrétaire du conseil d'administration de l'OURS.

LES CDC DE LA MAURICIE

LA PORTE D'ENTRÉE
DU MILIEU COMMUNAUTAIRE

LES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE LA MAURICIE

CDC

BÂTISSEURS DE SOLIDARITÉ

CDC de Trois-Rivières
819 375-0021
info@cdc3r.org
www.cdc3r.org

CDC de la MRC de Maskinongé
819 228-1006
corpo@cdc-maski.qc.ca

CDC Mékinac
418 289-3433
direction@cdcmekinac.org

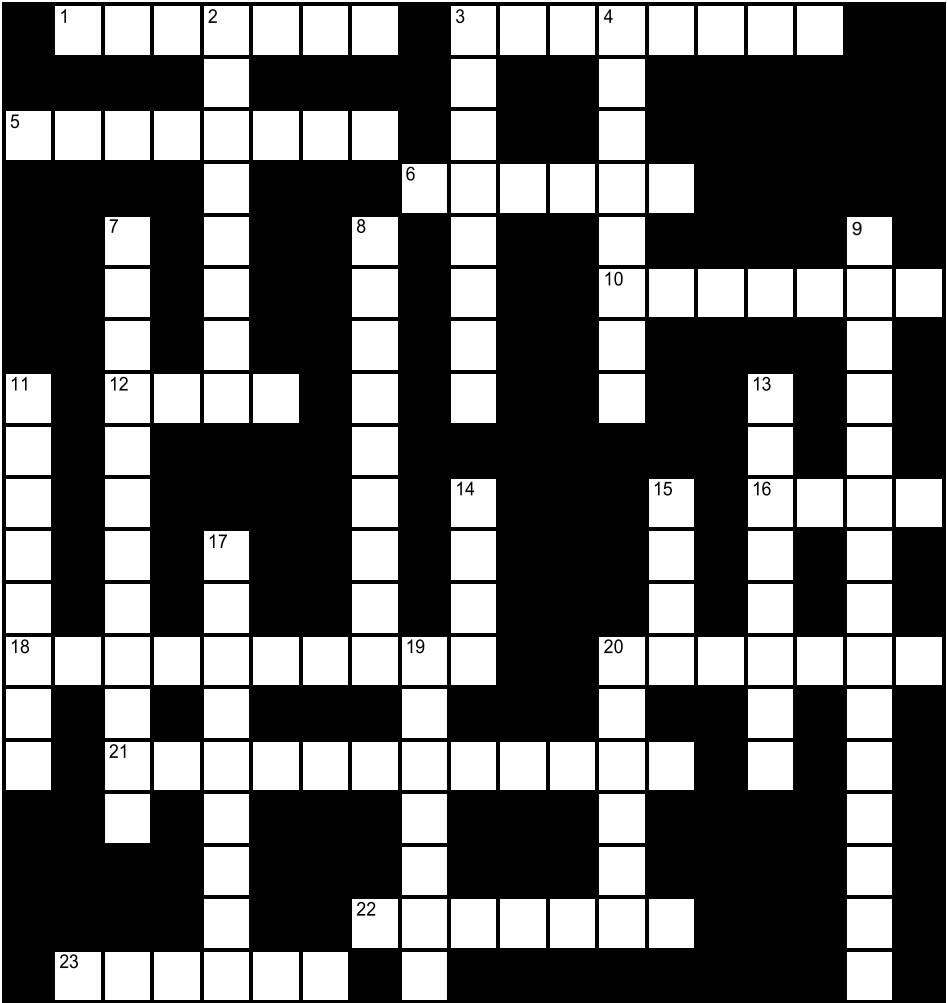
CDC des Chenaux
819 840-3087
cdcdc@stegenevieve.ca
www.cdcdeschenaux.ca

CDC du Haut St-Maurice
819 523-6377
cdchsm@lttc.ca
www.letamtamcom.com

ÉLECTIONS 2015

MOTS-CROISÉS

SOLUTION EN PAGE 2



- HORIZONTALEMENT**

1. Palier de gouvernement qui regroupe la gouvernance de l'ensemble des 10 provinces et 3 territoires du Canada et dont le pouvoir exécutif au Canada est régi par la Loi (7)

3. Période durant laquelle les candidats font la promotion des idées du parti qu'ils représentent. Avec une durée de 78 jours, celle-ci est la plus longue de l'histoire du Canada (8)

5. Coupon sur lequel l'électeur doit cocher le candidat de son choix (8)

6. Personne élue pour représenter le peuple au parlement (6)

10. Celui du Canada est actuellement un mode uninominal à un tour (7)

12. Parti dont la chef Elizabeth May, militante environnementale de longue date, est élue depuis 2011 dans la circonscription de Saanich-Gulf Islands, sur l'île de Vancouver (4)

16. Boîte dans laquelle l'électeur insère son bulletin une fois rempli (4)

18. Célébrent définie par Abraham Lincoln comme « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », elle définit le régime politique dans lequel le pouvoir est exercé par le peuple (10)

20. Le 19 de ce mois aura lieu l'élection de la 42e législature du Parlement canadien (7)

21. Façon de désigner un partisan de ce parti de tendance social-démocrate et situé le plus à gauche des grands partis fédéraux du Canada (3-9)

22. Parti qui déclare adhérer à « la liberté individuelle, la responsabilité et la dignité
- de la personne dans le cadre d'une société juste, et la liberté politique » (7)

23. Période de temps durant laquelle un député est élu pour représenter la population (6)

VERTICALEMENT

2. Personne qui jouit du droit de vote (8)

3. Premier ministre de 1993 à 2003, il est originaire de la Mauricie (8)

4. Personne qui défend les idées d'un parti politique (8)

7. Ensemble des ministres responsables devant le Parlement (12)

8. Assemblée d'élus qui représentent le peuple au Canada (9)

9. Portion de territoire dans laquelle la population élira un député qui la représentera à la Chambre des communes dans quelques jours (15)

11. Personne qui sollicite un mandat électoral (8)

13. Outil mis en ligne par Radio-Canada pour évaluer le penchant des électeurs vers l'un ou l'autre des partis politiques en course aux élections (8)

14. Droit civique fondamental dans une démocratie qui permet de choisir les représentants des citoyens (4)

15. Parti politique visant à défendre les intérêts des Québécois au parlement canadien (4)

17. Premier premier ministre du Canada, il fut élu en 1867 (9)

19. Espace privé utilisé pour remplir son bulletin de vote à l'abri des regards (7)

20. Capitale du Canada, elle est le siège du parlement (6)

g CALENDRIER



« **Débat de La Gazette de la Mauricie - Élections 2015** » entre les quatre candidats de Trois-Rivières, le jeudi 8 octobre 2015 à 19 h à l'amphithéâtre du 1200 Pavillon Albert-Tessier de l'UQTR (www.GazetteMauricie.com)



La 9^e édition du « **Off festival de poésie de Trois-Rivières** », du 1^{er} au 4 octobre (www.offpoesie.com) et le 31^e « **Festival international de poésie de Trois-Rivières** », du 2 au 11 octobre 2015 (www.fiptr.com)



« **Action nationale de la marche mondiale des femmes du Québec** », des activités et une marche présentées par la Fédération des femmes du Québec, le samedi 17 octobre 2015 dès 10h au terrain de l'exposition de Trois-Rivières. Informations : info@tcmfm.ca



« **Énergie Est : Quel intérêt pour le Québec?** », une conférence de Robert Laplante, présentée par la Table de concertation des aînés et des retraités de la Mauricie, le mardi 20 octobre 2015 dès 10 h à l'hippodrome de Trois-Rivières. Inscription : Ghislaine Larivière, 819 374-9832, ghislariviere@videotron.ca.



Manifestations de la Table régionale des organismes communautaires en santé et services sociaux du Centre-du-Québec et de la Mauricie (TROC) tous les lundis à 11h30 devant le bureau du député Jean-Denis Girard. Information : (819) 371-5957, info@troccqm.org

CAMPAGNE DE FINANCEMENT 2015

Journal communautaire autonome, La Gazette de la Mauricie est le résultat du travail d'une équipe de collaborateurs et collaboratrices bénévoles qui s'efforcent de vous apporter une information différente axée sur la promotion du bien commun.

Nom : _____

Adresse : _____

Montant : ☐ 10\$ ☐ 20\$ ☐ 30\$ ☐ 50\$ ☐ 100\$ ☐ autre _____ \$

Paiement à l'ordre de :
La Gazette de la Mauricie, 942 Sainte-Geneviève,
Trois-Rivières QC G9A 3X6

Vous pouvez participer aux efforts de l'équipe en participant à la campagne annuelle de financement du journal.

Aidez-nous à mieux vous informer... Merci.

lagazette
de la Mauricie

La « page jeunesse » de La Gazette de la Mauricie est produite par des jeunes de la Mauricie âgés entre 17 et 30 ans. Elle vise à favoriser leur participation sociale en mettant à leur disposition un lieu d'expression sur des sujets qui les préoccupent et à les initier à la presse écrite.

Ce projet est rendu possible grâce à la collaboration du Forum Jeunesse Mauricie. Pour plus d'information ou pour se joindre au comité de rédaction jeunesse, visitez : www.gazettemauricie.com/comite-jeunesse



À Saint-Élie, on a le cœur sur la main

Le « Défi têtes rasées Leucan » n’a pas besoin de présentation. Source majeure de financement, le Défi rappelle aux gens l’importance de donner pour les familles qui ont des enfants atteints de cancer en plus d’aider au financement de la recherche. Depuis déjà plus de 35 ans, Leucan contribue au soutien des enfants atteints de cancer et de leur famille. Pour Lyne Bourgelas, chargée de projets pour Leucan Mauricie-et-Centre-du-Québec, le Défi têtes rasées c’est beaucoup plus qu’une simple campagne de financement. « C’est tout d’abord pour la personne qui ose relever le Défi, un don et un dépassement de soi. », dit-elle avec la plus grande conviction.

AMÉLIE SINGCASTER

Pour une deuxième année consécutive, la municipalité de Saint-Élie-de-Caxton accueillait, le 5 septembre dernier, cette activité phare de Leucan. Tout a commencé avec l’initiative d’un couple de Saint-Élie-de-Caxton qui voulait relever le défi. « On désirait depuis longtemps organiser cette activité dans la MRC de Maskinongé et cette année on souhaitait interpeller tous les gens du territoire, pas seulement ceux de Saint-Élie », nous a précisé Mme Bourgelas. La solidarité et l’émotion ont été au rendez-vous. Ce 5 septembre 2015 va rester gravé à tout jamais dans la mémoire des 17 participants qui se sont rassemblés au pied du Calvaire, mais aussi des résidents de Saint-Élie-de-Caxton. La population s’est montrée très généreuse quand le porte-parole de l’évènement, Bryan Audet, a demandé l’aide du public pour

amasser le nombre de dons nécessaires afin que M. Sébastien Houle, conseiller municipal, se fasse raser à son tour. Le défi a été relevé haut la main. En moins de 10 minutes avec une somme de plus de 200\$! La petite fête du village qui a suivi le Défi têtes rasées Leucan a donné une ambiance festive et chaleureuse à l’évènement. « Une belle solidarité s’est créée autour du défi. L’an passé la magie était au rendez-vous. Cette année de nombreux commerces du village ont participé eux aussi à leur façon », nous a déclaré Madame Guylaine Gosselin, l’initiatrice du Défi à Saint-Élie-de-Caxton. Au total, le grand cœur des citoyens de la municipalité de Saint-Élie-de-Caxton a permis d’amasser 11 551\$ pour Leucan Mauricie-et-Centre-du-Québec. Un spectacle-bénéfice au coût de 15 \$ aura lieu le 26 septembre au Rond Coin



Quand leur grand-mère a reçu un diagnostic de cancer du sein au printemps, Émile, 9 ans et son frère Laurent, 5 ans, ont tout de suite embarqué dans le « défi têtes rasées » proposé par leurs parents. Même si le plus jeune avoue « préférer sa maman avec des cheveux », lui et sa famille ont de quoi être fiers aujourd’hui.

afin d’amasser d’autres dons, avec, notamment, Lysandre Champagne, Jeff Moseley, Marianne Bel et le Duo « comme des sœurs ». C’est un rendez-vous!

Une rentrée culturelle pour tous les goûts

MAGALI BOISVERT

POUR LES BRANCHÉS

À Radio-Canada, **Les dieux de la danse** occupera nos écrans dès le 10 septembre. Cette émission met en vedette des duos de personnalités québécoises dans des chorégraphies originales. (Les nostalgiques du Match des étoiles avec Normand Brathwaite pourront ressortir leur pop-corn !)

La nouvelle édition du jeu interactif **Just Dance** trônera sur les tablettes dès le 20 octobre. Enfilez votre combinaison de sport et votre sens du rythme!

Du côté des cinémas, dès le 2 octobre, on peut s’attendre à un grand succès avec le film **La marche** (The Walk en version originale). Dans ce drame biographique, Joseph Gordon-Levitt incarne le funambule français Philippe Petit qui, en 1974, a marché sur un fil tendu entre les deux tours jumelles du World Trade Center.



POUR LES « GEEKS »

À partir du 23 octobre, vous aurez droit au très attendu **Assassin’s Creed Syndicate**, un des joyaux commerciaux d’Ubisoft, la compagnie de jeux québécoise reconnue internationalement. Il sera disponible sur PS4, Xbox One et PC.

Quant aux aspirants Jedi, ils auront un jeu à se mettre sous la dent en attendant la sortie du **septième épisode de Star Wars** de J. J. Abrams en décembre; **Star Wars Battlefront**, à jouer sur PS4 et Xbox One dès le 17 novembre.



La neuvième saison de **Doctor Who** sera diffusée en version originale à BBC dès le 19 septembre. Whovians, réjouissez-vous ! Le douzième docteur, interprété à nouveau par Peter Capaldi — ce dernier ayant toutefois reçu un accueil mitigé de la part des fans — poursuivra ses aventures spatio-temporelles.

POUR LES DURS À CUIRE

Il est impossible de ne pas mentionner **The Walking Dead** lorsqu’on parle de durs à cuire. Cette série américaine sera de retour en version anglaise sur AMC dès le 11 octobre. Qu’attendra Rick, Daryl, Glenn, Michonne et tous les autres?

Un autre incontournable est la suite de la série des **James Bond, Spectre**, avec Daniel Craig. (D’ailleurs, ce film n’est pas encore en salles que l’on conjecture déjà sur le successeur de Daniel Craig, qui laissera sa place à Idris Elba, Tom Hardy ou on ne sait qui d’autre !)

POUR LES ARTISTES

Si vous cherchez des artistes indie émergents dignes des Mumford & Sons et Bon Iver de ce monde, procurez-vous le deuxième album du quatuor montréalais **Half Moon Run**, *Sun Leads Me On*, qui sera disponible dès le 23 octobre.

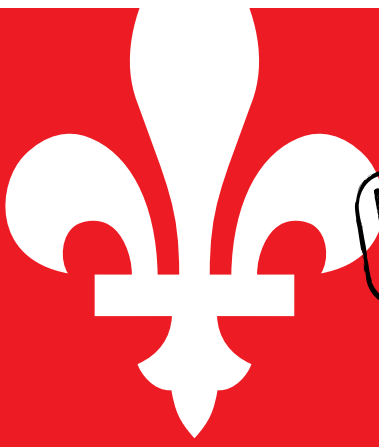
Un autre chouchou de la scène indie folk est le jeune **Elliot Maginot**, qui était de passage au Festivoix cet été. Il brûlera les planches de la salle J.-Antonio-Thompson le 23 octobre.



Les cinéphiles attendent avec impatience trois films cet automne : **Sicario**, la prochaine œuvre de Denis Villeneuve ; **Macbeth**, un film visuellement impressionnant avec Michael Fassbender dans la célèbre adaptation de la pièce de Shakespeare ; et **Paul à Québec**, la transposition à l’écran québécois de la B.D. de Michel Rabagliati.



Une exposition à Shawinigan risque d’attirer des curieux, il s’agit de l’œuvre « **Du fil à retordre** » de **Françoise Bertrand** au Centre des arts. Cette artiste expose des sculptures de robes créées avec divers métaux.



**REFUSONS
L'AUSTÉRITÉ**

**L'AUSTÉRITÉ
DÉTRUIT
S'ATTAQUER
À L'ÉDUCATION,
C'EST NUIRE
AU DÉVELOPPEMENT
DES JEUNES**



f t v refusons.org